CRISE

ANALYSE DE LA SECONDE CRISE GÉNÉRALE DU MODE DE PRODUCTION CAPITALISTE

■ France : l'assassinat islamiste de Conflans-Saint-Honorine comme crise dans la crise et tournant dans la centralisation vers un « capitalisme patriote » (page 3)

■ Les modalités de la seconde crise générale du capitalisme : contraste, différenciation, lutte, développement (page 6)

■ À propos des classes sociales en France (page 17)

■ Qu'est-ce que la crise du pouvoir de la bourgeoisie ? (page 29)

■ La guerre entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan (page 33)

■ La Turquie, maillon faible de la chaîne des pays dépendants (page 47)

■ Brigades Rouges: Crise, guerre impérialiste et guerre de classe (1980) (page 57)

OCTOBRE 2020

7

Le mois d'octobre 2020 a été marqué par une digestion de la part de la société et de l'économie de la seconde crise générale du capitalisme, alors que la crise sanitaire connaît un regain. C'est un moment très particulier, largement caractérisé par la contradiction entre la société et l'économie, qui se posent comme pôles antagoniques. La société façonnée par le capitalisme veut faire comme avant, alors que le capitalisme façonné par la société ne tient qu'à des interventions à tous les niveaux pour colmater les brèches.

En Belgique, le quart des travailleurs craint ainsi de perdre son emploi, alors qu'en même temps, il n'y a pas pour autant d'instabilité politique et que l'État déverse des aides pour tenir. Il suffit ici de regarder la situation française pour saisir : les redressements judiciaires et les liquidations judiciaires ont reculé de 30 % si l'on compare janvier-septembre 2020 à janvier-septembre 2019, parce que l'État a fourni des aides pour porter les entreprises à bout de bras, artificiellement.

Cette contradiction entre la passivité des masses et l'interventionnisme étatique, entre l'inquiétude populaire et la prise d'initiative bourgeoise au moyen de l'État, apporte une nouvelle qualité à la situation, avec le renforcement intense des courants droitiers, réactionnaires agressifs, appelant à une purge sociale pour redynamiser l'ensemble.

Éditorial

Ce qui apparaît, avec le développement de la crise, c'est le besoin de toute une gamme d'éléments dialectiques permettant de saisir les mouvements contradictoires : société/État, économie/société, culture/société, État/économie, crise relative / crise générale, crise non liée à la crise générale mais s'insérant tout de même en elle de manière contradictoire, dimension quantitative / qualitative de la crise relative, évolution qualitative/quantitative de la crise générale…

Tous ces éléments, à la fois interdépendants et contradictoires entre eux, forment le panorama de la seconde crise générale du capitalisme, qui constitue la grande transition entre capitalisme et socialisme. Un véritable aperçu, précis et détaillé, ne pourra être obtenu qu'à long terme – mais il s'agit de saisir déjà les aspects concrets concernant la transformation de la réalité, afin d'intervenir de manière d'avant-garde de manière adéquate, pour faire avancer la lutte des classes. ■

France : l'assassinat islamiste de Conflans-Saint-Honorine comme crise dans la crise et tournant dans la centralisation vers un « capitalisme patriote »

Un enseignant montre à des jeunes adolescents des caricatures de Mahomet tirées de Charlie Hebdo, en prévenant la veille et en soulignant qu'il n'y aura pas l'obligation de les voir. La machine islamiste s'emballe, aboutit à une dénonciation ultra-populiste et un islamiste de 18 ans décide de prendre l'initiative, en allant décapiter l'enseignant à la sortie du collège, à Conflans-Sainte-Honorine, à une trentaine de kilomètres de Paris, le 16 octobre 2020.

L'affaire devient un symbole national et le président de la république française, Emmanuel Macron, organise un hommage national à la Sorbonne, le 22 octobre 2020, y expliquant que :

> « Samuel Paty incarnait ce professeur dont rêvait Jaurès. Celui qui donne à voir ce qu'est la civilisation, celui qui s'était donné pour tâche de faire des républicains. »

C'est là un exemple tout à fait significatif de crise dans la crise. Une crise est présente dans une société, l'accompagnant. Elle a une autonomie dans son parcours. Toutefois, avec la seconde crise générale du capitalisme, la moindre de ses expressions provoque des lésions irréparables.

Il faut en effet savoir que les attentats islamistes ont été très nombreux en France ces dernières années. L'attentat contre le journal *Charlie Hebdo* a amené la plus grande mobilisation de masse depuis 1945 et, dans les autres cas, s'il n'y a pas eu de réponse symbolique marquée, il n'y a jamais eu de cassure complète dans le pays.

Même l'attentat du 14 juillet 2016 à Nice, avec un camion-bélier sur la Promenade des Anglais, faisant 86 morts et 458 blessés, n'avait pas provoqué de remous à l'échelle nationale, ébranlant les fondations idéologiques et culturelles du pays.

Or, dans le contexte de la seconde crise générale du capitalisme, l'assassinat d'un enseignant a provoqué une véritable onde de choc, révélant de but en blanc la contradiction société / État. D'un côté, en effet, le capitalisme unifie les masses par le marché ; de l'autre, en raison de son stade impérialiste, il provoque une atomisation généralisée.

Cela se cristallise particulièrement en raison de l'existence en France d'une importante communauté immigrée maghrébine, travaillée au corps par une religion néo-islamique impulsée de par les pétro-monarchies et par une indépendance algérienne fictive sur une base romantico-musulmane.

L'Islam, qui ne reposait en France jusqu'aux années 1980 que sur de vagues traditions plus ou moins diffuses, s'est transformé en véritable idéologie, avec comme détonateur dans les années 1990 l'effroyable guerre civile algérienne (qui a amené le déplacement d'un million de personnes et sans doute jusqu'à 150 000 morts).

La base d'un nouveau communautarisme musulman doit cependant tout à l'émergence d'un capitalisme profitant d'un marché captif. Il en va strictement pareillement pour la communautarisation des Juifs, avec un même retour en arrière fictif et mythique, sur la base d'un romantisme idéalisant le passé.

Cette communautarisation est bien entendu un accompagnement de la fragmentation du marché capitaliste, puisqu'on trouve pareillement un capitalisme LGBT (lessivant les structures gays et lesbiennes existant jusque-là), un capitalisme végétalien (totalement éloigné du véganisme historique), etc.

En octobre 2020, l'État français a réagi en proposant une loi contre le « séparatisme », afin de faire face à la fragmentation de la société française prenant des proportions toujours plus grandes, et c'est à ce moment-là qu'a eu lieu le meurtre odieux à Conflans-Sainte-Honorine. C'est là un hasard qui n'en est pas un, il correspond à tout un jeu de contorsions dans lequel est empêtré la société française depuis des décennies.

La société française a comme idéologie le relativisme ethnico-culturel, tout en prétendant unifier de manière républicaine. C'est là se conformer à l'idéologie capitaliste, en affirmant l'existence d'un marché unique soucieux des différences. L'État ne distingue pas la couleur de peau, le sexe, l'origine, comme pendant à une société se fractionnant à l'américaine.

L'idéologie républicaine se présente comme au-delà des différences, mais en pratique elle est un facteur unificateur : la « république » est le moyen de maintenir de manière cohérente les marchés capitalistes d'une grande puissance mondiale.

Mais la France n'est pas les Etats-Unis, elle n'a pas la capacité de digestion américaine et cela se révèle d'autant plus avec la seconde crise générale du capitalisme.

En fait, le fractionnement de la société se déroule pareillement en Allemagne, cependant ce pays est bien moins touché par la crise générale et ainsi il n'y a pas d'explosion. En France, la situation devient par contre intenable, parce que la crise générale exige une bourgeoisie unifiée et agressive, ce qui ne va pas avec le fractionnement. *La France connaît ici, avec retard, le même phénomène qui a eu lieu dans la superpuissance américaine avec Donald Trump.*

La superpuissance américaine a connu une telle crise avant dans le temps, car de par sa dimension dans le capitalisme, elle anticipait la crise. Et si l'on regarde bien, on peut voir que Donald Trump prolonge Barack Obama, car tous deux ont proposé la même ligne d'Etats-Unis unifié, renforcé par un esprit commun, une mise de côté des différences, etc.

Il va de soi que leur « unité » n'avait pas la même base idéologique, toutefois on retrouve le même souci de centralisation et d'unité. Barack Obama n'a d'ailleurs pas fermé Guantanamo, il a totalement prolongé la stratégie impérialiste américaine à tous les niveaux, etc.

La France connaît un même processus, mais n'étant pas une superpuissance, sa centralisation n'a pas connu une telle dynamique, même si Marine Le Pen et Jean-Luc Mélenchon exercent une pression énorme en ce sens. Avec la seconde crise générale du capitalisme, la dynamique se produit d'elle-même, au cœur de l'appareil d'État.

L'assassinat de Conflans-Sainte-Honorine, dans le cadre de la seconde crise générale du capitalisme, a ouvert l'affirmation d'une centralisation déjà relativement préparée avec le remaniement gouvernemental en juillet 2020. La ligne était déjà celle d'une intervention étatique renforcée, centralisatrice, et c'est cela qui permet la tenue des propos allant très loin de Gérard Darmanin, le ministre de l'Intérieur français, à la fin octobre 2020 :

> « Le capitalisme français, mondial a une responsabilité. Quand on vend des vêtements communautaires, peut-être qu'on a une petite responsabilité dans le communautarisme.
>
> Lorsqu'on prête de l'argent à des associations, ou a des entreprises communautaires... Ce n'est pas parce qu'on a des parts de marché en flattant quelques bas instincts qu'on a rendus service au bien commun (…).
>
> Permettez moi de dire que si on doit demander des comptes aux responsables politiques, on peut aussi dire au capitalisme qu'il peut être, de temps en temps, patriote. »

Cet appel à un « capitalisme patriote » représente un saut reflétant une crise relative, mais s'insérant dans la seconde crise générale du capitalisme. Il est évident que saisir les rapports dialectiques entre cette crise relative et la crise générale – par définition absolue – nécessite un travail d'avant-garde de haut niveau, qui seul permet de s'orienter, de guider.

Cela souligne la question du Parti d'avant-garde, du rôle guide de l'idéologie, de la nécessité d'un haut niveau des cadres, d'une capacité matérialiste dialectique de saisie des phénomènes dans leur ensemble.

Le besoin d'un tel Parti se formule de manière d'autant plus claire dans la seconde crise générale du capitalisme, établissant les conditions objectives pour sa mise en place subjective. ■

Les modalités de la seconde crise générale du capitalisme : contraste, différenciation, lutte, développement

« Sans contraste, pas de différenciation. Sans différenciation et sans lutte, pas de développement. » (Mao Zedong)

La seconde crise générale du capitalisme s'installe, mais ceux qui en ont conscience sont frappés par cet étrange constat : il semble que la stabilité prévaut, que l'incendie de la crise soit, si ce n'est maîtrisé, du moins sous contrôle. Le mode de production capitaliste semble avoir encaissé le choc ou, du moins, avoir repoussé les échéances, espérant trouver une porte de sortie.

Le FMI, dans sa mise à jour de son évaluation des perspectives mondiales, résume cette question au moyen de ce titre, qui est en même temps un mot d'ordre destiné aux capitalistes et aux États :

> « L'économie mondiale s'extirpe du gouffre, mais les revers guettent »

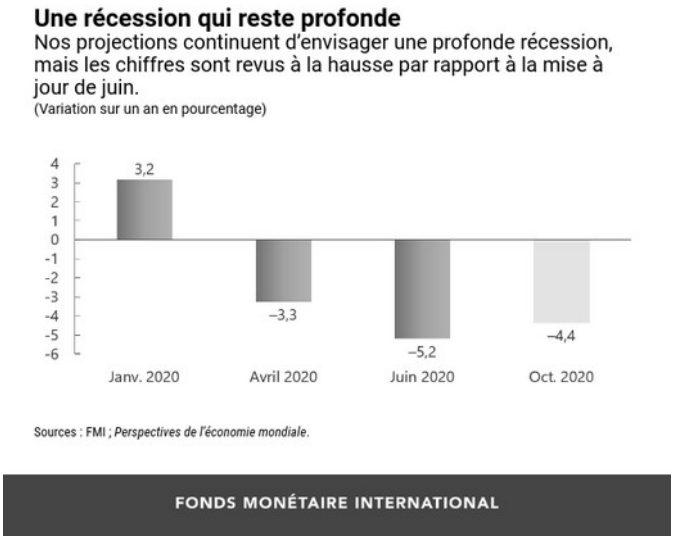
Ce qui se pose ici, c'est en fait la question de l'appréhension correcte d'un phénomène aux multiples facettes, touchant à tous les domaines, obéissant à la loi du développement inégal.

Si l'on regarde les choses en voyant la crise générale comme un diamant avec ses multiples faces, on a un aperçu qui tend à cerner la substance de celle-ci. Il faut voir comment des contrastes se posent, de quelle manière des différenciations procèdent des mouvements en cours, à quel niveau les luttes s'affirment dialectiquement, ouvrant la voie à des développements.

La crise générale a fait vaciller toute une première série de régimes

La seconde crise générale du capitalisme a renforcé les tensions, en approfondissant les contradictions qui affleuraient déjà. Donald Trump est ainsi élu depuis quatre ans en 2020, mais il aura fallu l'expression de la crise pour que la polarisation se pose réellement à l'échelle du pays.

La victoire de l'équipe des Lakers à la finale de la NBA le 12 octobre



2020 a amené des liesses à Los Angeles, qui se sont terminées en émeutes. C'est là le prolongement des rassemblements populaires contre le racisme policier, avec de nombreux affrontements et des couvre-feux dans les principales villes, à la suite de la mort de George Floyd le 25 mai 2020 à Minneapolis. La dénonciation du racisme s'est transformée en critique du régime américain, avec parfois un engagement prolongé et combatif, comme dans la ville de Portland, qui depuis 20 ans agrège les milieux alternatifs.

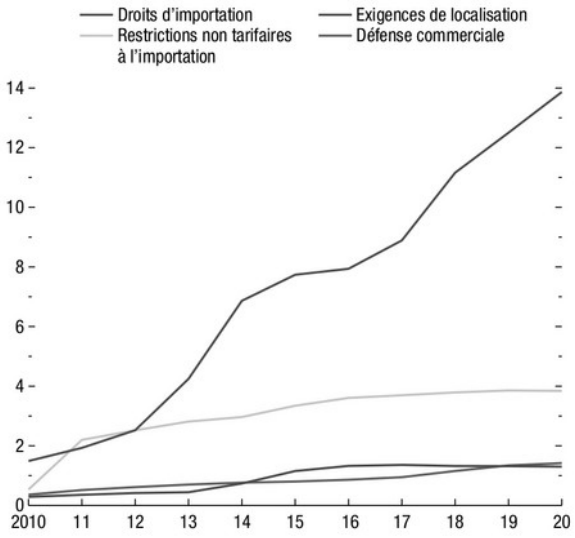
Il est évident que pour la révolte se pose à ce niveau de confrontation et d'exigence, c'est qu'il y a eu un tournant. Pour la première fois depuis les années 1960-1970, la superpuissance américaine est remise en cause de l'intérieur même.

Cet exemple américain d'ébranlement latent, mais peinant à s'exprimer, anticipant la crise générale et ayant besoin d'appui, concerne d'ailleurs plusieurs autres pays.

Au Kirghizstan et en Biélorussie, les révoltes ont atteint le niveau d'exigence d'un changement de régime, alors qu'en Thaïlande une réforme générale de la monarchie est devenue le mot d'ordre de toute une série d'initiatives. Des émeutes ont fait 19 morts en Colombie en septembre 2020, alors que parallèlement la dimension armée des conflits internes reprend à très vive allure.

Graphique 1.22. Part des importations mondiales concernées par des restrictions à l'importation instituées par des pays
(En pourcentage)

La plupart des barrières tarifaires et non tarifaires génératrices de distorsions qui ont été instituées au cours des deux dernières années restent en place.



Source : Global Trade Alert.

Il faut ajouter également en octobre 2020 la Guinée, le Nigeria, la Côte d'Ivoire, avec des révoltes anti-gouvernementales réprimées dans le sang.

Une autre anticipation, se déroulant avant l'expression de la crise générale, est bien sûr la vaste révolte en Algérie commencée en 2019 et dont les ramifications se prolongent à travers la crise générale.

Cette première salve n'a pas été apparente, car il n'y a pas eu de concrétisation ; elle témoigne toutefois de la première salve.

La crise générale a amené le déclenchement de la guerre

L'effondrement de la superpuissance social-impérialiste soviétique a ouvert une nouvelle séquence dans les rapports internationaux, repoussant la crise générale qui apparaissait déjà dans les années 1980.

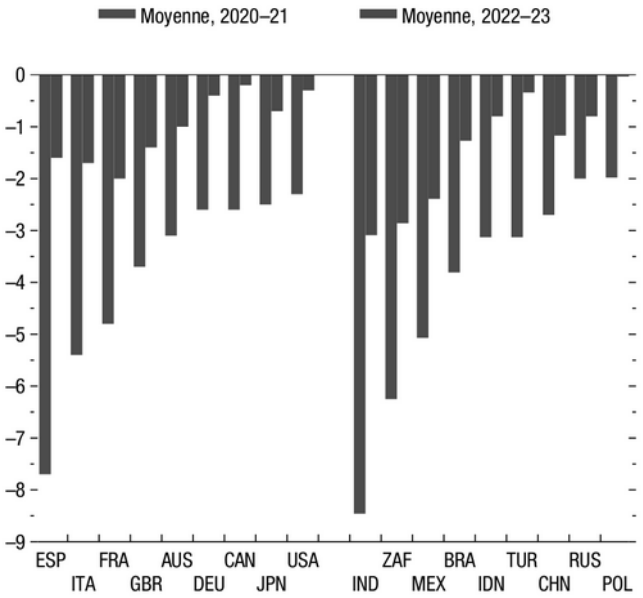
L'intégration de la Chine « populaire » dans les rapports économiques internationaux impérialistes a fourni un second élan. La seconde crise générale du capitalisme met un terme à une période de plusieurs décennies de stabilité relative.

Le repli nationaliste avait déjà commencé, comme anticipation de la crise générale, avec notamment le BREXIT. Désormais, la tendance est irrépressible et ouverte.

Si on met de côté le coup d'État au Mali d'août 2020, qui n'est pas substantiellement nouveau dans sa nature, on peut voir que la tendance à la guerre s'est bien exprimée à la suite de l'ouverture de la seconde crise générale du capitalisme. Il fallait pour cela un fixateur, un maillon faible, et c'est la Turquie. Pays semi-féodal semi-colonial ayant connu une expansion, il s'est centralisé de manière radicale, faisant cesser la prédominance de l'armée sur le personnel politique pour fusionner ces deux aspects, ce qui est caractéristique d'une dimension monopoliste encore plus poussée et agressive.

La Turquie, dont la monnaie a perdu 80 % de sa valeur en un an, est l'expression la plus poussée, la plus acharnée de la seconde crise générale du capitalisme ; ses activités expansionnistes concernent de manière agressive la Libye, les eaux territoriales où elle est en conflit avec la Grèce, le conflit arméno-azerbaïdjanais où elle compte jouer le rôle de grand frère protecteur… et manipulateur.

Graphique 1.24. Projections des écarts de production, 2020–23
(En pourcentage)
Les pays devraient fonctionner bien en deçà de leurs capacités en 2020 et 2021.



Source : estimations des services du FMI.
Note : Les codes pays utilisés sont ceux de l'Organisation internationale de normalisation (ISO).

En apparence, le conflit ouvert qui a commencé de manière indirecte en juillet 2020 et de manière ouverte en octobre 2020 est interne à l'Azerbaïdjan, avec une partie de son territoire ayant fait sécession et s'étant élargi sur 7 autres régions.

En pratique, ce territoire devenu « indépendant » est une marionnette de l'Arménie qui a profité de l'effondrement du social-impérialisme soviétique pour tenter de s'inscrire dans le projet d'une « grande Arménie ». Cela signifie que la guerre est bien entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan, ce dernier pays étant soutenu de manière très claire par la Turquie.

La Turquie veut la guerre, elle a besoin de la guerre, car son régime semi-féodal semi-colonial est en crise et ne peut que pratiquer la fuite en avant pour chercher à se maintenir par l'expansion. Cela est très clair aux yeux du monde – et c'est une expression tout à fait lisible de la seconde crise générale du capitalisme, qui donne le champ libre à la compétition ouverte des puissances (capitalistes) impérialistes et (semi-féodales semi-coloniales) expansionnistes.

La France est cassée en deux, une chose rare

Si l'on prend la France en particulier, la seconde crise générale du capitalisme apparaît de manière très nette avec le rapport aux exigences sanitaires, principalement le port du masque et la distanciation sociale. Les Français sont normalement des adeptes d'un savoir-vivre relativiste, avec la célébration du juste-milieu dans les extrêmes comportementales possibles. Or, là, le pays est littéralement fracturé en deux, entre ceux pour qui l'État en fait trop dans les mesures restrictives, et ceux pour qui il en fait trop peu.

Il y a ici une cassure totalement nouvelle, au sens où ce n'est pas du tout une caractéristique de la société française d'avoir « deux camps ». La France penche d'un côté ou de l'autre, mais la coupure n'est pas la norme, ni en mai 1968 (où la contestation prédomine), ni après mai 1968 (où la réaction gaulliste prédomine), ni durant l'occupation (où la passivité prédomine), ni après 1943-1944 (où l'esprit de Résistance prédomine), ni même pendant le Front populaire.

La France penche d'un côté ou de l'autre, mais y trouver « deux camps », c'est rare. L'esprit de guerre civile a été asséché par l'idéologie républicaine des radicaux et de la franc-maçonnerie. Il faut remonter à l'Affaire Dreyfus et, un peu plus tôt, à la Commune de Paris, et encore plus tôt à la Révolution française et les guerres de religion. Sinon, la logique qui prédomine, c'est un sens ou l'autre, d'où par exemple qu'en 1914 tous les hommes soient allés au front, sans discuter.

Pour qu'une telle fracture ait lieu, il faut un degré très haut de crispation, de démantèlement des appareils de neutralisation des conflits. Cela, également, relève de la seconde crise générale du capitalisme.

Éducation : une génération est marquée et cassée dans son élan

Le capitalisme se nourrit de générations d'êtres humains, qui doivent être parfaitement insérés dans le marché du travail, avec une formation toujours améliorée.

Or, la crise sanitaire a désarticulé le système scolaire et universitaire, puisque plus de 1,6 millions de personnes relevant de ce système ont été mis de côté, avec un suivi plus ou moins mauvais, et en tout cas une absence d'engagement dû à la situation particulière.

Les séquelles de cette longue absence d'éducation vont être très nombreuses, avec des décrochages, des manques dans le niveau, etc. L'apprentissage en ligne a montré ses limites, la bourgeoisie étant tout à fait incapable d'inventer quelque chose de productif, d'interactif, alors que dans de nombreux pays de toute façon il n'y avait et il n'y a ni le débit internet suffisant, ni le matériel à disposition des élèves et des enseignants.

La bourgeoisie n'est pas en mesure d'adapter son éducation, ses programmes. Elle est dépassée par la situation et court derrière les événements. Déjà que l'éducation dans le capitalisme est ennuyeuse et insipide, alors dans une telle situation, les faiblesses humaines se révèlent d'autant plus. Et c'est donc la productivité capitaliste qui a ici connu un profond coup, car c'est de cela qu'il s'agit, les formations étant adaptées au marché du travail capitaliste.

Les États sont directement intervenus, se confrontant au libéralisme

Le libéralisme, c'est chacun sa chance et avec l'émergence de la crise sanitaire, de vrais libéraux doivent, inévitablement réfuter toute aide de l'État. Pourquoi faudrait-il aider les restaurants avec les moyens de l'État ? C'est le hasard du commerce et des situations, c'était aux restaurants de prévoir un socle suffisamment solide pour tenir. Ce point de vue libéral n'a pourtant même pas existé, tellement il a été évident que les États devaient intervenir.

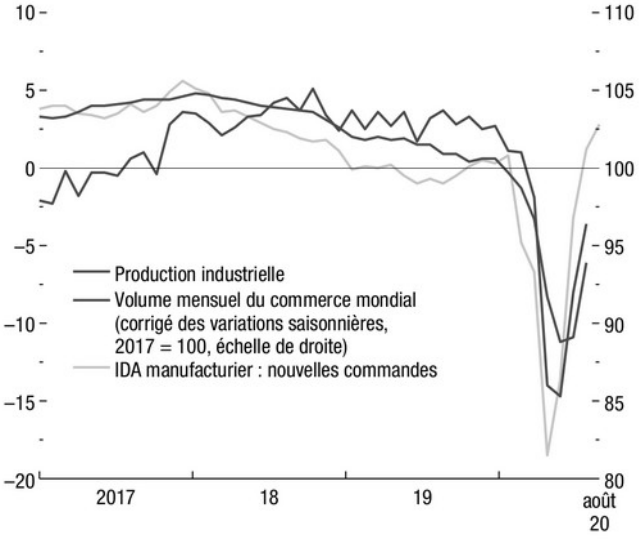
Cela montre qu'un cap est passé : il n'y a plus de place pour le libéralisme, si ce n'est dans les mœurs afin d'ouvrir de nouveaux marchés (PMA, GPA, drogues, etc.), ce sont désormais les monopoles qui ont le dessus. Non pas que les monopoles veuillent aider les petits capitalistes, mais il est dans leur intérêt que l'État prédomine toujours plus au sein même des rapports capitalistes, permettant la fusion de l'État et des monopoles, leur entrelacement comme forme étatique la plus poussée de l'époque de la bourgeoisie.

L'État vient épauler le capitalisme en général, prenant appui sur les grands capitalistes pour trouver des orientations.

On a pu voir d'ailleurs que les courants réformistes ont totalement épaulé cette démarche, rappelant la validité des thèses communistes des années 1920-1930 comme quoi les socialistes niaient la réalité de la crise générale du capitalisme et accompagnaient à la fois la modernisation du capitalisme et la mise en place des interventions étatiques dans le sens des monopoles.

Graphique 1.2. Indicateurs de l'activité mondiale
(Moyenne mobile sur trois mois ; variation annualisée en pourcentage ; écarts par rapport à 50 pour l'IDA manufacturier, sauf indication contraire)

Le commerce mondial et la production industrielle sont partis à la hausse avec l'assouplissement des mesures de confinement.



Sources : Bureau néerlandais de l'analyse de la politique économique CPB ; Haver Analytics ; Markit Economics ; calculs des services du FMI.
Note : IDA = indice des directeurs d'achat.

Il suffit de voir que le discours du FMI – censé être un vecteur du « libéralisme » - est le même que celui des réformistes aujourd'hui :

> « Dans la mesure du possible, il faut tout faire pour limiter les dégâts économiques persistants causés par la crise actuelle.
>
> Les pouvoirs publics doivent continuer de fournir des compléments de revenus, en accordant de manière ciblée des transferts monétaires, des subventions salariales et des allocations chômage.
>
> Pour éviter les faillites à grande échelle et veiller à ce que les travailleurs puissent retrouver un emploi productif, il convient, lorsque c'est possible, de continuer à soutenir les entreprises vulnérables mais viables, au moyen de reports d'impôts, de moratoires sur le service de la dette et d'injections de capitaux sous la forme de prises de participation. »

Le FMI appelle à des prises de participation des États dans les entreprises ! Quel est le sens de cette démarche ? C'est facile à comprendre. Les interventions étatiques dans l'économie capitaliste de l'année 2020 ont des précédents très clairs : le New deal américain, le Fascisme italien, le National-socialisme allemand, l'Austro-fascisme, le Franquisme, etc.

Le soutien aux capitalistes par les États, voire leur remplacement

Les chiffres des interventions étatiques dans l'économie donnent le tournis ; du point de vue bourgeois, c'était la seule chose à faire. Le FMI résume cela ainsi :

> « Les pouvoirs publics ont pris des mesures exceptionnelles qui ont stabilisé les marchés, rassuré les investisseurs et préservé le flux de crédit en faveur de l'économie mondiale. Surtout, ces mesures ont permis d'éviter que le ralentissement de l'activité économique et le décrochage des marchés financiers ne s'entretiennent mutuellement dans un cercle vicieux destructeur. »

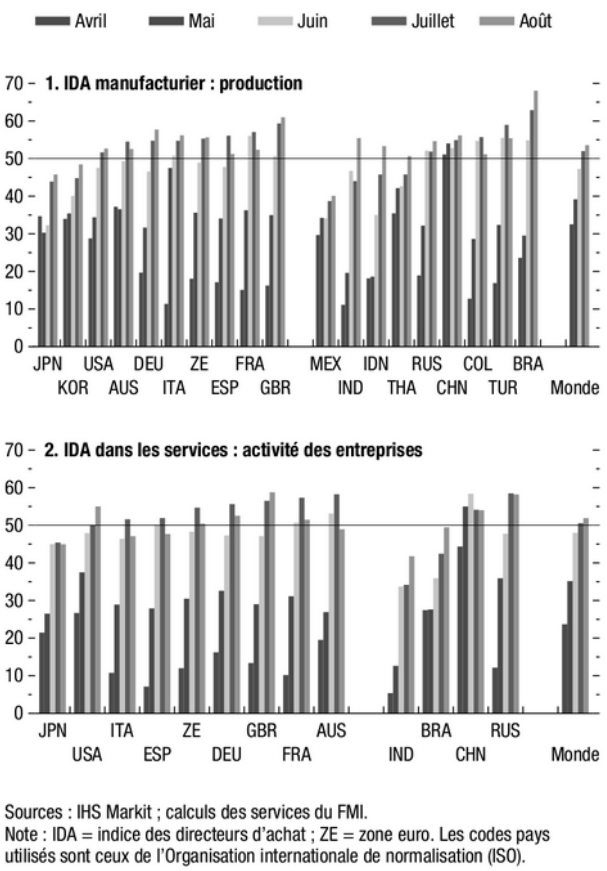
En fait, lors de la première crise générale du capitalisme, les États étaient particulièrement centralisés en raison de la guerre mondiale, cependant les gouvernements étaient technocratiques. Ils n'ont pas su pour autant prendre des mesures suffisantes pour faire face à ce qui arrivait.

Le paradoxe pour la seconde crise générale du capitalisme, c'est que comme justement les États étaient moins centralisés, ils ont eu peur d'être débordés dans leur capacité d'intervention et ils ont sorti le carnet de chèques. Ils n'ont pas réfléchi à comment sortir de la crise, comme en 1918, ils ont senti qu'il fallait geler la situation le plus possible.

Or, cela signifie que l'État a non seulement soutenu les capitalistes, mais qu'il les a en partie remplacés. C'est très important comme aspect, car cela correspond à la crise générale du capitalisme, où la bourgeoisie et l'État s'assemblent littéralement.

Graphique 1.7. Indices des directeurs d'achat, 2020
(Indice ; chiffre supérieur à 50 = expansion)

Les enquêtes effectuées auprès de directeurs d'achat laissent entrevoir un regain d'activité fort mais partiel après le creux du deuxième trimestre.



Sources : IHS Markit ; calculs des services du FMI.
Note : IDA = indice des directeurs d'achat ; ZE = zone euro. Les codes pays utilisés sont ceux de l'Organisation internationale de normalisation (ISO).

Dans son constat sur le monde d'octobre 2020, le FMI présente la dimension de cette intervention en mode soutien + remplacement :

> « Les sombres chiffres qui accompagnent la récession liée à la COVID-19 auraient été bien pires si l'intervention massive des pouvoirs publics n'avait pas empêché une chute plus forte encore de l'activité.
>
> Comme il est indiqué dans l'édition d'octobre 2020 du Moniteur des finances publiques (Fiscal Monitor), les mesures exceptionnelles en matière de recettes et de dépenses annoncées jusqu'ici dans les pays avancés représentent plus de 9 % du PIB, auxquels il faut ajouter 11 % supplémentaires sous diverses formes d'appui à la liquidité, dont des injections de fonds propres, des achats d'actifs, des prêts et des garanties de crédit.
>
> Dans les pays émergents et les pays en développement, la riposte est de moindre ampleur, mais elle reste considérable : elle représente quelque 3,5 % du PIB sous forme de mesures budgétaires exceptionnelles et plus de 2 % sous forme d'appui à la liquidité. »

Il va de soi que, systématisées et d'ampleur immense puisque touchant tous les pays impérialistes, ces interventions représentent un capital énorme.

12 000 milliards de dollars déversés dans l'économie par les États

Les États capitalistes ont ainsi déversé pas moins de 12 000 milliards de dollars pour chercher à compenser les effets de la crise dans le domaine économique et social. Ce chiffre est énorme. On le comprend d'autant mieux si on voit que, en 2020, la dette publique mondiale sera de peu ou prou 100 % du PIB.

Un an de capitalisme à l'échelle mondiale : tel est le retard pour les États. Et ce n'est pas fini, le FMI a par exemple prêté 280 milliards de dollars et est prêt à prêter encore 720 milliards de dollars. C'est un arrosage d'argent magique pour tenter de colmater les brèches.

Cependant, un an, ce n'est plus rattrapable. Il faudrait que toute l'État fonctionne pendant un an, sans rien utiliser, user, sans verser aucun salaire, sans toucher à rien… tout en récoltant ses fonds habituels pour rembourser ce qui est dû.

Et il en va de même pour les entreprises, et il en va de même pour les particuliers. Le capitalisme, en 2020, c'est trois PIB de dette, c'est 230 000 milliards d'euros.

Il faudrait une croissance vertigineuse de la part du capitalisme pour rattraper le niveau de cette dette. Il faudrait en fait quadrupler les résultats de l'économie capitaliste pendant une année. Il va de soi que ce n'est possible.

Le capitalisme en crise comme pyramide de Ponzi

L'ampleur de la dette fait que c'est Charles Ponzi qui dirige désormais le capitalisme – un capitalisme par définition non dirigeable, non organisable. Charles Ponzi (1882-1949) est célèbre pour son escroquerie pyramidale. Initialement, il comptait acheter en masse en Europe des Coupon-réponses internationaux, sorte de timbres-poste internationaux, et les changer aux États-Unis, encaissant la différence due à l'effondrement des monnaies en Europe due à la première crise générale du capitalisme.

Pour cela il avait besoin d'argent et il annonçait en emprunter à un haut taux. Très vite, le coup des Coupon-réponses passa à la trappe et Charles Ponzi remboursa avec des emprunts faits. Les hauts taux amenèrent toujours plus de prêteurs et Charles Ponzi, pendant toute une période, remboursa réellement au moyen de ces nouveaux prêteurs, pour gagner en crédibilité.

Ici, l'argent remboursé ne l'est qu'au moyen d'autres emprunts, le but étant d'amasser toujours plus : le taux d'intérêt élevé et la confiance amènent toujours plus de prêteurs et il s'agit de s'enfuir avec le magot avant que la pyramide ne s'effondre.

Charles Ponzi n'a rien inventé ici, mais il a été fameux dans son opération ayant tenu une année et l'expression pyramide de Ponzi est resté.

Charles Ponzi pompa l'équivalent de pratiquement 200 millions d'euros tant à des ouvriers qu'à des grands bourgeois ; lorsque Bernie Madoff mena une opération similaire dans les années 2000, à hauteur de plusieurs milliards de dollars, aucune institution financière de Wall Street ne lui fit par contre confiance, se doutant que quelque chose n'allait pas.

Ce qu'on a désormais, avec la seconde crise du capitalisme, ce sont les États des pays impérialistes comme Charles Ponzi. Forcément, les États sont crédibles. Cependant, ils ne peuvent que se retrouver dans la même situation, rattrapés par les dettes à rembourser. Ils n'auront pas le choix : ils devront assumer la tendance à la guerre, alors que de toute façon leur intervention accrue a amené un rapprochement complet avec les monopoles.

Cela est une arrière-pensée de toutes façons déjà présente. Personne ne pense que la dette sera remboursée. Le cynisme a littéralement explosé dans le camp bourgeois et même si ce n'est pas dit ouvertement, il est sous-entendu que l'on va vers une période de déchirures des rapports internationaux.

			Projections	
	2018	2019	2020	2021
Production mondiale	**3,5**	**2,8**	**–4,4**	**5,2**
Pays avancés	**2,2**	**1,7**	**–5,8**	**3,9**
États-Unis	3,0	2,2	–4,3	3,1
Zone euro	1,8	1,3	–8,3	5,2
Allemagne	1,3	0,6	–6,0	4,2
France	1,8	1,5	–9,8	6,0
Italie	0,8	0,3	–10,6	5,2
Espagne	2,4	2,0	–12,8	7,2
Japon	0,3	0,7	–5,3	2,3
Royaume-Uni	1,3	1,5	–9,8	5,9
Canada	2,0	1,7	–7,1	5,2
Autres pays avancés[2]	2,7	1,7	–3,8	3,6
Pays émergents et pays en développement	**4,5**	**3,7**	**–3,3**	**6,0**
Pays émergents et pays en développement d'Asie	6,3	5,5	–1,7	8,0
Chine	6,7	6,1	1,9	8,2
Inde[3]	6,1	4,2	–10,3	8,8
ASEAN-5[4]	5,3	4,9	–3,4	6,2
Pays émergents et pays en développement d'Europe	3,3	2,1	–4,6	3,9
Russie	2,5	1,3	–4,1	2,8
Amérique latine et Caraïbes	1,1	0,0	–8,1	3,6
Brésil	1,3	1,1	–5,8	2,8
Mexique	2,2	–0,3	–9,0	3,5
Moyen-Orient et Asie centrale	2,1	1,4	–4,1	3,0
Arabie saoudite	2,4	0,3	–5,4	3,1
Afrique subsaharienne	3,3	3,2	–3,0	3,1
Nigéria	1,9	2,2	–4,3	1,7
Afrique du Sud	0,8	0,2	–8,0	3,0

Le capitalisme peut-il se relancer ?

De toutes manières, la thèse que l'économie va se relancer et que la croissance épongera les dettes ne tient pas. Si on prend le confinement en France, près de 70 % du surcroît de l'épargne ont été faits par 20 % des ménages, et même la moitié par 10 %. Cela signifie que le capital est présent en masse, mais qu'il n'est pas dans les mains des masses.

Comment peut-on alors espérer une relance générale, si seule une minorité possède la majorité du capital et l'utilise, forcément, de manière parasitaire ? Le Conseil d'analyse économique, un « think tank » gouvernemental, dit lui-même de l'incapacité des masses à consommer :

> « Elle suggère qu'un soutien beaucoup plus franc aux ménages les plus modestes, plus exposés aux conséquences économiques des mesures sanitaires, va très rapidement s'avérer nécessaire. »

Le capitalisme n'a pas la surface pour répondre à la crise. Il se précipite vers son effondrement. Ce n'est toutefois pas une crise de la « consommation ». On connaît la réponse du PCF révisionniste, avec la théorie de Paul Boccara d'une « suraccumulation de capital » : il suffirait de nationaliser pour placer le capital dans la bonne direction et le

socialisme apparaît comme miracle dans le cadre d'un « capitalisme monopoliste d'État » conquis par les élections.

On élève le niveau de vie en augmentant les moyens des masses et la consommation reprenant, l'économie « purifiée » de la finance reprend. C'est là ne rien comprendre au développement du capitalisme qui n'est pas une « économie » avec une production et une consommation, mais un mode de production où tout est inter-relié.

Seule l'expropriation des grands capitalistes en tant que telle permet d'arracher les forces productives et de les transformer de manière adéquate. Cela se voit d'ailleurs très bien avec la crise sanitaire, le covid-19 ayant déjà été amené la mort d'un million de personnes. Suffirait-il de nationaliser les restaurants pour les sauver ? Pas du tout, c'est toute la société qu'il faut réorganiser, toute l'économie, sinon rien ne peut tenir.

Le FMI le constate lui-même dans ses analyses d'octobre 2020 :

> « Même en 2021, la production devrait rester inférieure aux chiffres de 2019, aussi bien dans les pays avancés que dans les pays émergents et dans les pays en développement, à l'exception de la Chine, dont la production devrait augmenter cette année par rapport à 2019. »

C'est tout à fait la même chose que lors de la première crise générale du capitalisme. On sait déjà qu'en 2020 et qu'en 2021, la production a reculé par rapport à 2019. Le capitalisme recule – or, il ne peut pas reculer de par ses fondements d'une accumulation du capital ininterrompu et universelle. Cela est d'autant plus vrai que les taux de profits avaient déjà atteint un haut niveau.

On va vers une véritable désarticulation du mode de production capitaliste, le FMI cherchant à chiffrer cela – en le définissant différemment bien sûr, comme « séquelles », troubles, dérangements momentanés, etc. - évalue cela de la manière suivante :

> « Il est probable que cette crise laissera des séquelles à moyen-long terme : en effet, les marchés du travail mettent du temps à se rétablir, l'incertitude et les problèmes de bilans freinent les investissements, et la perte d'apprentissage scolaire déprécie le capital humain.
>
> Après son rebond prévu en 2021, la croissance mondiale devrait progressivement ralentir pour s'établir autour de 3,5 % à moyen terme.
>
> Les pertes de production cumulées par rapport à la trajectoire prévue avant la pandémie devraient passer de 11 000 milliards de dollars entre 2020 et 2021 à 28 000 milliards entre 2020 et 2025. »

Un capitalisme en expansion peut-il se passer de 28 000 milliards dans son développement, en sachant que ces milliards permettaient un nouveau développement ? Il va de soi que non.

Et même si on enlève les 12 000 milliards déversés par les États, cela en faut 16 000 qui auront disparu. C'est irrattrapable.

La crise sanitaire comme horizon bouché du mode de vie capitaliste

C'est en saisissant de manière adéquate la contradiction villes-campagnes qu'il a été possible de lire comment l'émergence du virus SARS-CoV-2 relève du mode de production capitaliste lui-même, en raison des déséquilibres provoqués dans la Biosphère.

Le processus a d'ailleurs commencé dès la domestication des animaux, mais s'est accéléré avec les élevages industriels, le premier exemple de masse particulièrement meurtrier étant la grippe dite espagnole, partant d'un élevage américain.

Cela apparaît comme incompréhensible pour la bourgeoisie, qui n'a d'yeux que pour l'accumulation et pour qui la crise sanitaire est une sorte de catastrophe naturelle, l'équivalent d'un météorite tombé par hasard sur la planète. Il y a ainsi incompréhension du virus et des blocages pour en saisir la nature, mais surtout on comprend que tout continuera comme avant et que d'autres virus apparaîtront de manière similaire.

Plus le covid-19 se maintient comme maladie, plus il reflète d'ailleurs cette contradiction et pose clairement, de manière matérielle, la contradiction entre le mode de production capitaliste tel qu'il existe et la vie sur la planète.

Les observateurs au service du capitalisme saisissent bien qu'il y a un problème et sont en panique ; le FMI, en octobre 2020, définit ainsi l'ampleur de la question :

> « Les perspectives demeurent extrêmement incertaines, et les prévisions pourraient être révisées à la hausse comme à la baisse.
>
> La résurgence du virus entraîne le retour à des mesures de confinement localisées. Si cette tendance s'aggrave et que les perspectives de traitements et de vaccins s'éloignent, l'activité économique paiera un lourd tribut, qui pourrait être encore alourdi par de graves perturbations sur les marchés.
>
> La multiplication des restrictions au commerce et aux investissements, dans un contexte géopolitique de plus en plus incertain, pourrait enrayer le redressement de l'activité.
>
> À l'inverse, le tableau économique pourrait nettement s'éclaircir si des tests, des traitements et des vaccins devenaient disponibles sous peu dans un grand nombre de pays ; la mise en place rapide et généralisée de mesures de relance économique pourrait également jouer un rôle positif. »

On voit bien que le capitalisme cherche à répondre lui-même à la crise sanitaire, comme si c'était un agresseur venu d'ailleurs, un agent étranger à un organisme sain. Une telle conception est totalement idéaliste.

L'État peut-il reculer après être autant intervenu ?

Il va de soi que la question de la seconde crise générale du capitalisme implique que l'intervention de l'État ne peut pas reculer. Il ne s'agit pas seulement que la crise sanitaire se prolonge et touche en particulier les secteurs de l'hôtellerie, de la restauration et des cafés, de l'art et des spectacles, ou encore les commerces (tant de gros que de détail).

Car la seconde crise générale du capitalisme implique un saut qualitatif dans l'intervention étatique. L'État modifie ses interventions, en élargissant la panoplie de celles-ci et en leur donnant davantage de densité.

Le FMI salue cela ainsi, montrant qu'il exprime les intérêts monopolistes et n'est pas du tout la voix d'un « néo-libéralisme » qui relève de la fiction réformiste.

> « Outre leur envergure impressionnante, le côté novateur des mesures prises par les pouvoirs publics a aussi contribué à une amélioration de la confiance.
>
> Parmi ces nouvelles initiatives, citons le plan de relance post-pandémie de l'Union européenne, doté de 750 milliards d'euros, dont plus de la moitié est constituée de dons, ainsi qu'une vaste gamme de politiques de type « bouée de sauvetage » prises dans le monde entier : des transferts en espèces et en nature en faveur des entreprises et ménages touchés ; des subventions salariales pour maintenir l'emploi ; l'élargissement de la couverture de l'assurance chômage ; des moratoires fiscaux ; et des initiatives réglementaires visant à assouplir les règles de classification et les

exigences de provisionnement pour les prêts improductifs des banques, de même que l'activation de volants pour aider à absorber les pertes.

Dans les pays avancés, les banques centrales ont diversifié et étendu leurs opérations d'achat d'actifs et leurs mécanismes de réutilisation de prêts, soutenant ainsi l'octroi de crédits à une grande variété d'emprunteurs.

La Réserve fédérale américaine a également annoncé des changements dans sa stratégie de politique monétaire, passant à terme à une cible d'inflation souple de 2 % en moyenne. Les ripostes des banques centrales des pays émergents ont combiné des baisses de taux d'intérêt, de nouveaux mécanismes de réutilisation de prêts et, pour la première fois dans de nombreux cas, des achats d'actifs. »

Ces mesures ne sauraient être temporaires, pour deux raisons. Déjà, car l'incendie continue et se prolongera pendant au moins une année selon les prévisions bourgeoises elles-mêmes, ce qui implique la structuration d'un appareil administratif-politique pour gérer ces mesures. Ensuite, car cet appareil une fois mis en place deviendra l'outil des monopoles et il ne sera certainement pas mis de côté.

La question de l'Afrique, de l'Asie et de l'Amérique latine... et de la Chine

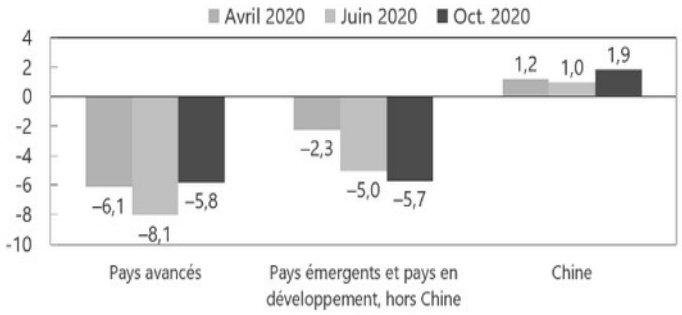
La relance du mode de production capitaliste à la suite de l'effondrement du social-impérialisme soviétique a amené un élan généralisé. Si en 2002, le quart de la population mondiale vivait avec moins de 1,9 dollar par jour, en 2018 la proportion était tombée à 12 %. Cette évolution va se transformer en son contraire avec la crise générale du capitalisme.

L'élan va devoir servir le maintien du capitalisme lui-même, les pays impérialistes exerçant une pression toujours plus grande pour maintenir leur position ; la précarité du mode de vie de la majorité des gens sur la planète – sans protection sociale ou bien avec une envergure très faible, avec parfois une rémunération journalière – va démanteler les avancées faites.

Des rythmes de redressement inégaux

Les prévisions se sont améliorées pour les pays avancés et la Chine, mais se sont dégradées pour les pays émergents et les pays en développement.

(Variation sur un an en pourcentage)



Sources : FMI ; *Perspectives de l'économie mondiale.*

FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL

La question est alors celle de la Chine, pays dont le niveau de croissance a été amoindri seulement. Son avancée, alors qu'elle veut être une superpuissance, contraste totalement avec les pays impérialistes et en particulier la superpuissance américaine dominante. L'accélération de la compétition est inévitable. ■

À propos des classes sociales en France

La bourgeoisie veut à tout prix s'assurer qu'elle est la « dernière » classe en mesure de diriger l'histoire, et pour cela il lui faut nier la classe ouvrière. Elle doit à la fois figer le passé et aborder le présent de la lutte des classes de manière mécanique à coup de statistiques ne saisissant rien au principe qualitatif.

I.Le rôle révolutionnaire de la classe ouvrière

a) La classe ouvrière au cœur de la production

La classe ouvrière a-t-elle disparu ? Elle ne peut disparaître qu'avec le communisme. Mais au-delà de l'annonce de sa lente et fausse disparition, les commentateurs bourgeois tentent surtout de nier la marche au communisme en effaçant son support historique, le prolétariat.

Or, même si son poids quantitatif s'était effondré entre le XIXe siècle et aujourd'hui, cela ne changerait rien d'ailleurs au fait que le caractère révolutionnaire de la classe ouvrière n'est pas lié à son poids numérique. C'est d'ailleurs toute la base de l'argument de Lénine contre les populistes russes.

Cela ne veut pas dire qu'il n'y ait pas une expansion du prolétariat – c'est inévitable. Mais c'est l'aspect qualitatif qui prime. Staline rappelait dans le *Précis d'Histoire du Parti communiste Bolchévik* :

> « c'était justement sur le prolétariat, sur son accroissement que les révolutionnaires devaient fonder leur principal espoir.
>
> Pourquoi précisément sur le prolétariat ?
>
> Parce que le prolétariat, malgré sa faiblesse numérique actuelle, est la classe laborieuse liée à la forme *la plus avancée* de l'économie, à la grande production, et parce qu'il a, de ce fait, un grand avenir.
>
> Parce que le prolétariat, en tant que classe, *grandit* d'année en année, *se développe* politiquement, se prête facilement à l'organisation par suite des conditions de travail dans la grande production, et qu'il est éminemment révolutionnaire en raison même de sa condition prolétarienne, puisque dans la révolution il n'a rien à perdre, que ses chaînes.

Il en va autrement de la paysannerie »

Staline est absolument clair : ce qui compte de manière principale ce n'est ni les conditions de travail, ni le degré de concentration, mais bien que la classe ouvrière est *« liée à la forme la plus avancée de l'économie ».*

La classe pourrait être composée de 300 000 personnes que cela n'y changerait rien car tant que le capitalisme est là, la classe ouvrière supporte l'essor des forces productives. Viennent ensuite le fait d'être l'exploité, la concentration dans la grande production qui sont des éléments subjectifs et non pas relevant du caractère scientifique du socialisme.

Si l'on regarde la répartition des différentes couches (petite-bourgeoisie intermédiaire) et classes sociales dans les secteurs directement liés à l'essor des forces productives, on obtient le tableau suivant :

Part de chaque classe/couche sociale dans l'industrie et la construction (2017)

	Ouvriers	Employés	Intermédiaires	Cadres
Total salarié	5 270 864	7 214 095	6 820 378	4 793 388
Dont industrie & construction	1 382 622	359 583	1 136 633	695 440
Part dans le travail industriel	41,4 %	4,9 %	16,6 %	14,5 %

Voici également le tableau de répartition des effectifs salariés dans l'industrie stratégique de la fabrication de machines et d'équipements industriels. Rappelons que la production des moyens de production est une base fondamentale pour la réalisation du socialisme :

Part de chaque classe/couche sociale dans l'industrie de la fabrication de machines et d'équipements secondaires

	Ouvriers	Employés	Intermédiaires	Cadres	Chefs d'entreprise	total
Nombre de salariés	89 500	10 400	64 900	41 900	4 300	212 200
Part en %	42, 4	4, 9	30, 7	18, 9	2	100

Ainsi, 54,6 % des salariés des industries extractives sont des ouvriers, tout comme 55,8 % des salariés de l'industrie agroalimentaire et 55,6 % pour le textile. De manière générale, 45,2% des salariés de l'industrie sont des ouvriers.

On voit donc ici que c'est la classe ouvrière qui porte et développe la production de la vie réelle, et non pas les « classes moyennes » comme l'annoncent faussement les commentateurs bourgeois. À noter, que le mirage de l'automation qui trouve à s'exprimer

dans les idéologies post-industrielles, post-modernes, ne repose sur aucun fondement matériel et scientifique.

En réalité, la bourgeoisie tente de nier la modification de ce qu'on doit nommer, de manière bien incommode car non dialectique, la « structure » de classe.

Obnubilée par la recherche d'économies qu'elle réalise principalement sur la force de travail grâce aux nouvelles technologies, la bourgeoisie en oublie le travail matériel et appuie sur cet aspect pour se donner encore un rôle civilisateur (celui de s'émanciper des tâches pénibles, etc.).

b) La fonte de la paysannerie depuis les années 1960

En parallèle d'insister de manière positive sur la « disparition » de la classe ouvrière, la bourgeoisie met également en avant, mais de manière nostalgique, la fonte de la paysannerie. Et s'il y a bien une couche sociale qui littéralement disparue en quelques décennies, c'est la paysannerie.

Et pour cause : des 3 983 840 agriculteurs exploitants en France en 1956, il n'y en a plus que 409 847 en 2017 (ils étaient « encore » 505 000 en 2014, et 1 017 000 en 1988).De par la loi de l'accumulation du capital, la concentration des exploitants a augmenté avec en moyenne 42 hectares de surface agricole exploitée en 2000 contre 23 en 1979. Cela concerne d'ailleurs surtout la production de grandes cultures (maïs, blés, betteraves) et l'élevage.

À la concentration correspond la centralisation du capital dans l'agriculture. Il ne faut pas croire qu'il n'y a plus de relativement petites exploitations, tout au contraire. Celles-ci qui disposent en moyenne de 14 hectares représentent 40 % des exploitations mais elles ne participent que peu à l'exploitation générale des surfaces agricoles. En 2016, l'immense majorité (73%) de la surface agricole française était ainsi exploitée des grandes exploitations, utilisant en moyenne 111 hectares.

C'est là qu'on retrouve la base à la fois à l'idéologie romantique réactionnaire du petit paysan, et à la fois les excès de colère petite-bourgeoise des petits agriculteurs pris à la gorge par la concurrence et la mainmise des monopoles de la distribution. Car il faut disposer en moyenne de 400 000 euros pour lancer une exploitation agricole pérenne en France.

En bref, il n'y a plus en France de paysans vivant en auto-subsistance, avec un mode de vie replié sur la communauté villageoise. Bien que lente, l'accumulation du capital a fini par liquider la paysannerie de la société française pour la transformer en une authentique agriculture de type capitaliste. Le mode de production capitaliste en France n'a plus à « composer » avec des formes résiduelles antérieures à sa domination.

Dans un pays comme la France où la paysannerie, notamment la petite propriété familiale, a formé la base à la stabilité de la bourgeoisie tout au long du XXe siècle, il est normal que le déclin majeur de cette couche sociale produise de multiples idéologies nostalgiques du passé. Cela permet de masquer le fait que cette couche sociale a disparu, accentuant la prolétarisation de la société française.

Cela facilite la tâche à la stratégie communiste qui, dans un pays comme la France fondée sur la petite propriété paysanne, s'est brisé sur cette question et n'a rien compris à l'époque de la stratégie bolchéviste de l'alliance ouvrier-paysan.

Le phénomène à la fois de prolétarisation massive et d'embourgeoisement de la paysannerie tout au long de la période 1950-1970 doit être d'autant plus souligné qu'il a conditionné le cycle capitaliste lancé à partir des années 1980.

Un cycle qui a pu se baser sur de nouvelles industries complètement intégrées à la dynamique capitaliste, transformant ainsi d'anciennes régions paysannes en des territoires alliant des industries de l'agroalimentaire hyper-taylorisées et de grandes exploitations agricoles de type capitaliste. Cela a transformé en profondeur dans les années 1990 des

départements, notamment dans l'Ouest, les faisant basculer de régions paysannes à des zones largement prolétariennes.

c) Moins de prolétaires, plus de prolétaires

Lors du coup d'État du général de Gaulle qui a imposé la Ve République, la France comptait 6 465 100 ouvriers. Il y avait encore une très grande masse de gens vivant de l'agriculture, avec 3 983 840 agriculteurs exploitants, et 1 151 520 salariés agricoles.

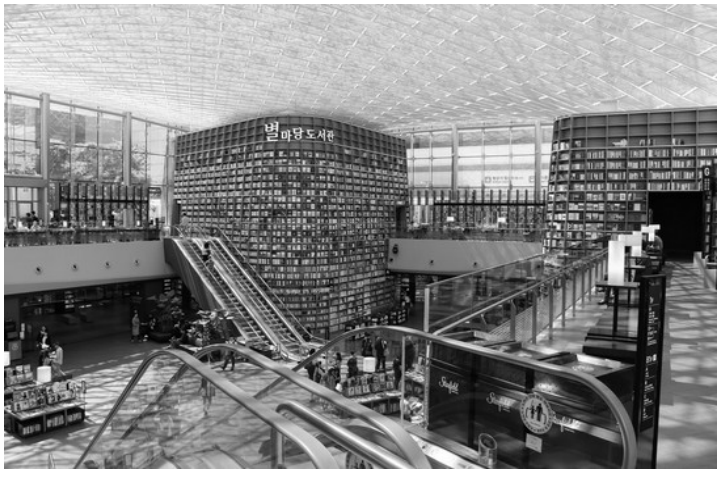
Evolution des couches sociales en France entre 1958 et 2017

	Agriculteurs	Indépendants & Patrons	Cadres et intellectuels	Petit encadrement	Employés	Ouvriers
1958	3 983	2 295	554,2	1 139	2 078	6 465
1981	1 617	1 765	1 833	3 200	3 682	7 265
2017	409,8	1 848	4 996	7 613	8 743	6 594

Ainsi, si l'on regarde l'évolution des dynamiques de classe sur la longue durée, on voit qu'il y a globalement autant d'ouvriers en 2017 (dernier recensement) qu'en 1958, même si relativement moins par rapport à la population totale.

Il y a une fonte des indépendants et des patrons, une disparition de la paysannerie (couche sociale ayant le plus déclinée depuis les années 1950) et un essor majeur des cadres, du petit encadrement et des employés.

Mais alors, qu'est-ce qui a changé ?



De par les lois de l'accumulation du capital, la chute du taux de profit amène nécessairement ce double résultat dialectique d'avoir à la fois moins d'ouvriers employés, et à la fois plus d'ouvriers employés.

L'essor des forces productives va à la fois expulser des ouvriers de certaines industries, comme c'est le cas typique de l'automobile ou de la disparition des mines dans le Nord et de la sidérurgie à l'est, mais va engendrer de nouveaux secteurs d'accumulation, ainsi qu'un élargissement des marchés.

C'est le cas par exemple de l'agroalimentaire à l'Ouest ou de la microélectronique, branches industrielles qui ont vu leurs effectifs ouvriers gonfler depuis les années 1980, à l'inverse de bon nombre d'autres. Cela va favoriser également l'essor de la production de moyens de productions, dynamisant ainsi le secteur des machines-outils.

L'essor des forces productives implique une machinerie plus sophistiquée, alors que dans le même temps la chute du taux de profit engendre une concurrence acharnée, plus dure, entre monopoles.

C'est là qu'intervient à la fois la hausse des cadres, notamment la R&D, ainsi que des professions intermédiaires avec les taches de maintenance technique mais aussi des professeurs de lycées ayant le rôle de faire correspondre le niveau de qualification requis. La politique du collège unique a ainsi favorisé un boom de la petite-bourgeoisie intellectuelle, notamment dans les zones rurales qui étaient dépourvues d'établissements scolaires.

Il faudrait également mentionner que la transformation d'une partie de la paysannerie en une agriculture de type capitaliste s'est faite sous le coup de la concentration du capital commercial.

Cela a donné lieu au développement de la grande distribution, employant ouvriers de la manutention et du transport, ainsi que des employés comme des caissiers, des vendeurs ou de la mise en rayon. La paysannerie s'est donc transformée en partie en prolétaires et en partie en capitalistes.

Il n'en reste pas moins que la tendance principale est la chute du taux de profit. Comment se manifeste cette tendance inéluctable du capitalisme sur la classe ouvrière ? Si la classe ouvrière a connu une augmentation quantitative dans les années 1960-1970, on voit donc qu'elle retrouve à un niveau similaire à celui des années 1950 alors même que la paysannerie a disparu.

C'est que la tendance à la chute du taux de profit trouve à s'exprimer dans le paupérisme, comme l'a bien décrit Karl Marx. Ainsi ce qui change c'est le rapport qualitatif des ouvriers à la production : ils font face à une machinerie plus complexe, plus sophistiquée, et cela engendre, forcément de par les rapports capitalistes de la production, une augmentation du taux d'exploitation.

Cette augmentation se manifeste dans une tension nerveuse et psychologique plus grande et ne passe pas uniquement par un outillage capitaliste plus complexe mais par une plus grande armée de réserve, jouant le rôle de pressurisation.

Ainsi, si il y a 6 465 100 ouvriers dans la France de 1958, « seulement » 198 920 étaient au chômage. À l'inverse, en 2017, sur 6 594 066 ouvriers, plus de 1 267 508 étaient en attente d'être employé (soit 5,3 millions effectivement employés), conséquence de la surproduction de capital.

C'est sur ce chiffre de 5,3 millions d'ouvriers employés que se basent les commentateurs bourgeois pour annoncer la disparition de la classe ouvrière, sans ne jamais mentionner évidemment le processus de fond. La tendance à la chute du taux profit explique qu'entre 1958 et 2017, il y a numériquement autant d'ouvriers, mais bien moins en emploi, avec un taux d'exploitation bien plus élevé.

Toujours est-il que la disparition de la paysannerie et l'essor magistral des employés et des couches intermédiaires appellent à la compréhension des alliances de classe.

II. Prolétariat et centralité ouvrière

a) Ouvriers, prolétaires, masses populaires

Si l'on prend les statistiques bourgeoises, on a les catégories socioprofessionnelles. Elles offrent un aperçu partiel, unilatéral de la réalité. Cela est tout à fait visible avec la catégorie d' « employé » qui se divise cinq sous catégories que sont les « employés civils et agents de service de la fonction publique », les « agents de surveillance », les « employés administratifs d'entreprise », les « employés de commerce », et les « personnels des services directs aux particuliers ».

Ainsi par exemple un facteur, une femme de ménage d'une école primaire, un ouvrier d'entretien d'un collège, un agent d'entretien d'un hôpital, une aide-soignante, un chauffeur d'ambulance sont classés dans la grande sous-catégorie « employés civils et agents de service de la fonction publique ».

Dans les « agents de surveillance », on retrouve surtout les pompiers et les policiers, les agents de sécurité, ce qui suffit de montrer en quoi ces professions sont, en partie, liées

au prolétariat. On retrouvera dans les « employés administratifs d'entreprise », les standardistes, hôtesses d'accueil, les opérateurs informatiques d' entreprise privée, l'employé au guichet d'une banque. Dans les « employés de commerce », on va retrouver une grande partie des employés de caisse, des vendeurs en magasin, des employés de mise en rayon, etc.

Bref, derrière la catégorie « employé » se cache en bonne partie des prolétaires, ce qui n'était pas nécessairement le cas dans les années 1930-1950 où être employé rapprochait, au moins culturellement et socialement, de la bourgeoisie.

En fait lorsqu'on recoupe la catégorie « ouvrier » et « employé » entre les hommes et les femmes, on peut affirmer sans nul doute que les femmes prolétaires sont des employées lorsque les hommes prolétaires sont des ouvriers. Cela est visible dans ce qu'on peut appeler les foyers prolétaires où l'homme est ouvrier et la femme, employée.

b) Nouvelles alliances de classe

Ce qui a donc changé réellement entre les années 1930-1950 et aujourd'hui, c'est qu'auparavant il y avait un noyau ouvrier dans un océan de petits paysans propriétaires, alors qu'il y a aujourd'hui un noyau ouvrier dans un océan prolétaire.

C'est dans ce sens qu'il faut comprendre les analyses de classe de Marx, Engels, Lénine, Staline, Mao lorsqu'ils abordaient par exemple les éléments semi-prolétariens de la campagne, la paysannerie, la petite-bourgeoisie, etc.

Dans une métropole impérialiste avancée comme la France, il est très net qu'il y a une centralité ouvrière liée à une majorité prolétarienne devant chercher à s'allier l'ensemble des masses populaires.

Dans cette optique, les ouvriers sont le noyau dirigeant du prolétariat cherchant à faire basculer l'hégémonie générale en sa faveur. Et cela ne peut que passer par la résolution correcte des deux principales contradictions, celle entre intellectuels et manuels et celle entre la ville et la campagne, principalement cette dernière.

III. La contradiction ville/campagne comme nœud stratégique central

a) Métropoles et zones rurales, inégalité de développement

La compréhension de la lutte des classes exige de comprendre la vie quotidienne et de ne pas se borner à une lecture économique des choses. Pour cela il faut partir de la contradiction ville-campagne, principal moteur de la seconde crise générale.

En 2017, les 6 594 066 ouvriers (en emploi et au chômage) représentent donc 21,46 % de la population active (30 724 354). Quant aux cadres et professions intellectuelles, soit les travailleurs intellectuels et dirigeants, ils étaient 4 996 037, soit 16,2 % de la population active.

Mais au point de vue des départements, c'est la loi de l'inégal développement qui préside à la répartition chaotique du travail intellectuel et du travail manuel, venant ainsi se « superposer » à la contradiction ville/campagne.

Si les Hauts-de-Seine regroupent 39 % de cadres et professions intellectuelles et Paris 45,1 % (contre 6,6 % d'ouvriers), le premier département ouvrier français est la Mayenne, avec 31,5 % d'ouvriers contre 9 % de cadres et professions intellectuelles. C'est la même chose, au terme de sur-concentration du travail manuel, pour l'Aisne, les Ardennes, la Haute-Marne, la Vendée, l'Orne, la Haute-Saône...

Le secteur industriel de l'énergie et de la dépollution se concentre massivement en Île-de-France, étant le premier département employant 80 580 salariés en 2014. Avec 26 704 salariés dans ce secteur, les Hauts-de-Seines comptait autant d'employés dans ce secteur que les régions Normandie, Nord Pas-de-Calais, Bretagne, etc.

De même pour le transport et l'entreposage qui a gagné des salariés depuis les années 1980, l'Île-de-France étant la première région employeuse du secteur. Alors que Paris a vu décliner cette branche, l'ensemble des départements aux alentours ont quant à eux augmenté massivement leurs effectifs salariés du secteur. Cela est dû à la concentration de population en Île-de-France, attirant à lui un vaste marché lié à la sur-concentration des différentes couches de la bourgeoisie.

À l'inverse, si l'on regarde des industries essentiellement stratégiques comme la fabrication de machines et d'équipements industriels, la transformation agroalimentaire, la plasturgie, elles sont massivement concentrées dans des zones rurales-périurbaines.

En 2014, sur les 183 728 salariés que comptait la fabrication de machines, Auvergne-Rhône-Alpes était de loin la première région, avec 38 592 salariés, soit 21 % des effectifs nationaux dans cette région. À ce titre, dans le Rhône, ce secteur emploi autant voir plus de salariés que les régions Provence-Alpes-Côte d'Azur, Bretagne, Languedoc-Roussillon.

On a donc la loi de l'inégalité de développement qui se manifeste au cœur de la contradiction ville-campagne, modelant la physionomie de la classe ouvrière. Cela forme un condensé de la stratégie de conquête du pouvoir, dans une dynamique d'encerclement de la ville par la campagne, celle-ci n'étant pas « paysanne » mais prolétarienne.

b) « Régions-usines » et conquête du pouvoir

En ce sens le mot d'ordre de la Gauche prolétarienne énoncé en 1970 est toujours juste et recouvre même, en certaines zones, un caractère éminemment stratégique :

> « Dans les régions-usines où les masses sont pour nous comme la forêt et la jungle qui nous cachent il faut mener le travail de propagande politique tout en poursuivant la guérilla »

Le concept de « régions-usines » est en soi tout un programme stratégique à l'heure de la concentration prolétarienne en zones industrielles éclatées. Cela a tout son sens dans les zones devenues (objectivement) des places fortes de la classe ouvrière.

Ces places fortes peuvent être visibles à travers les études des « zones d'emploi », délimitation statistique de l'État bourgeois lancée dans les années 1980, et actualisées en 2010, à partir de la dynamique de déplacements domicile-travail. Les 322 « zones d'emploi » correspondent à la vie quotidienne du prolétariat fondé sur le lien entre le lieu d'habitation et le lieu de travail.

Pour n'en citer que quelques-unes, on a la vallée de l'Arve qui concentre à elle-seule 60 % de la production de décolletage en France, le bassin d'Oyonnax organisé autour de la production plastique, la région de Cholet autour des chaussures, les Herbiers en Vendée

pour la construction navale, la Mayenne pour l'agroalimentaire, le bassin Grenoblois pour la microélectronique, etc.

Il est nullement étonnant d'ailleurs que la façade nord-ouest du pays soit devenue une des places fortes de la classe ouvrière, car ce sont ces zones qui ont subi la prolétarisation de la paysannerie tout au long des années 1960-1980.

Dans ces zones, les ouvriers représentent un tiers de salariés en majorité composée de prolétaires (travail d'exécution non forcément transformateur de la matière). Il y a là des exemples de « régions-usines » dans lesquelles le noyau ouvrier marque de son empreinte le rapport à la vie quotidienne.

Dans ces espaces industriels, les ouvriers subissent une exploitation plus intense, nerveusement plus difficile dans le cadre d'une vie quotidienne rythmée par l'aliénation générale dans la voiture, le pavillon ou l'appartement « standing », le supermarché.

Dialectiquement, la zone industrielle, ce no man's land social et culturel, achève de faire du noyau ouvrier le porteur de l'émancipation dans et au-delà du capitalisme. Comment ne pas rechercher la confrontation subjective face une telle vie quotidienne, qui prend de plus en plus un tournant glauque avec la seconde crise générale ? À ce titre, notons que le taux de concentration par site est allé en s'approfondissant depuis les années 1950, passant en moyenne de 8 à 16 salariés aujourd'hui.

On est bien loin des faiblesses objectives des communistes français des années 1930-1950, puisant leur force dans quelques grandes concentrations industrielles liées à des centres urbains, dont la « banlieue rouge » a été l'exemple typique. Cela concernait également les grands complexes industriels dans les zones rurales, comme les mines, la sidérurgie et la métallurgie : sans approche correcte de l'océan paysan enserrant l'appareil productif, les communistes français se sont isolés dans une approche syndicaliste.

Du point de vue de la guerre populaire, la conquête du pouvoir est maintenant bien délimitée devant se dérouler dans un processus en cercles concentriques pourrait-on dire, jusqu'au centre des métropoles, forteresses de la classe dominante. Le noyau ouvrier dominant dans les « régions-usines » devant être le condensateur de la guerre populaire mobilisant le prolétariat comme force dirigeante du mouvement des masses en armes. ■

depuis mai 2020

CRISE

Analyse de la seconde crise générale du mode de production capitaliste

en pdf téléchargeable

Qu'est-ce que la crise du pouvoir de la bourgeoisie ?

La crise générale du capitalisme contient en elle-même son dépassement. La crise générale c'est la vague de la Révolution mondiale. Mais dit comme cela, on ne peut pas bien comprendre l'emboîtement des étapes : comment bascule-t-on de la séquence de crise générale à la séquence de la Révolution mondiale ?

En fait il faut saisir que ces séquences sont elles-mêmes imbriquées l'une en l'autre, donnant lieu justement à la contradiction motrice qui fait se basculer le mode de production capitaliste dans le mode de production socialiste. On a là en tête l'hypothèse de travail à propos de la forme de la première et de la seconde crise générale.

Au cœur de la contradiction antagonique crise générale/Révolution mondiale, il y a ce qu'Henri Claude nomme en 1950 la « crise du pouvoir de la bourgeoisie » :

> *« La crise générale, en réalité, c'est essentiellement la crise du pouvoir de la bourgeoisie. Et il faut entendre le mot crise au sens non pas d'un ébranlement, mais de l'effondrement, de l'écroulement de ce pouvoir »*

Si la crise générale est en substance la crise du pouvoir de la bourgeoisie, alors la vague de la Révolution mondiale correspond dialectiquement à l'essor du pouvoir du prolétariat, à la révolution proprement dite. La « crise du pouvoir de la bourgeoisie » suit donc un processus d' « écroulement » selon un rythme et des étapes bien précises.

Pour saisir la crise générale, il faut donc saisir en quoi celle-ci contient en elle-même le ferment révolutionnaire. Pour Lénine, une situation révolutionnaire comprend trois « critères » :

1)Impossibilité pour les classes dominantes de maintenir leur domination sous une forme inchangée ; crise du « sommet », crise de la politique de la classe dominante, et qui crée une fissure par laquelle le mécontentement et l'indignation des classes opprimées se fraient un chemin. Pour que la révolution éclate, il ne suffit pas, habituellement, que « la base ne veuille plus » vivre comme auparavant, mais il importe encore que « le sommet ne le puisse plus ».

2)Aggravation, plus qu'à l'ordinaire, de la misère et de la détresse des classes opprimées.

3)Accentuation marquée, pour les raisons indiquées plus haut, de l'activité des masses, qui se laissent tranquillement piller dans les périodes « pacifiques », mais qui, en période orageuse, sont poussées, tant par la crise dans son ensemble que par le « sommet » lui-même, vers une action historique indépendante.

La contradiction crise générale/révolution n'est donc clairement pas « économique » mais bien politique au sens de l'effondrement d'un pouvoir de bourgeoisie et de son remplacement par celui du prolétariat. Au cœur de ce processus, il y a bien évidemment la question de la crise « économique ».

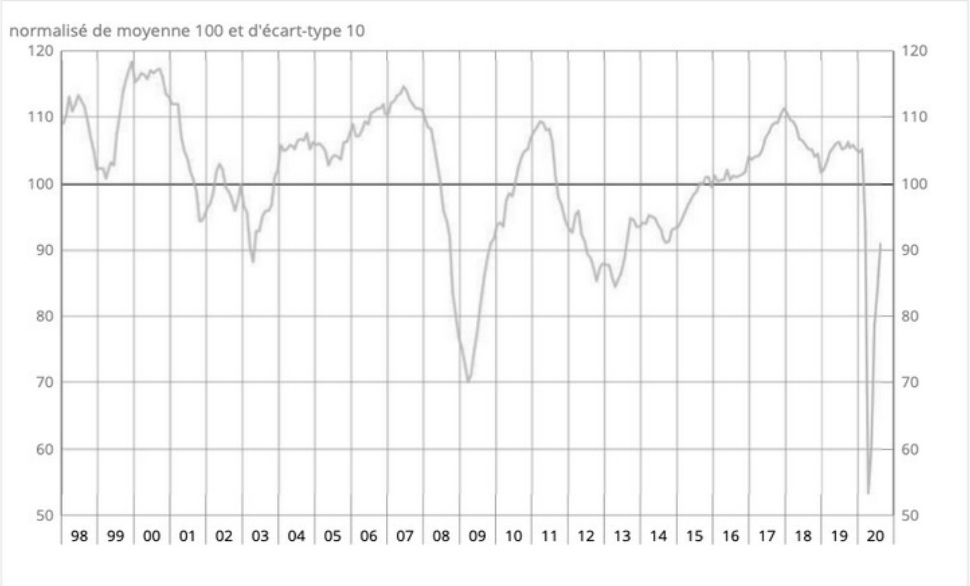
« Économique » entre guillemets car cela se joue dans le champ de ce que la bourgeoisie appelle l' « économie », mais en même temps le moteur réel de cette crise ne relève pas de l'

« économie » au sens strict (soit les valeurs échangées, le rythme de la production, les flux de capitaux, etc.).

Ce qui est central, c'est l'effritement de la confiance des investisseurs : on est bien dans le champ économique, mais en même temps on a affaire à l'état d'esprit des capitalistes, à leur subjectivité, à leur ressenti non pas en tant que classe mais en tant qu'acteurs isolés confrontés à la rupture des circuits traditionnels. C'est la pagaille et c'est le « sauve qui peut » qui règne.

Cette crise de « confiance » est notamment visible grâce aux indicateurs des capitalistes sur le « climat des affaires ». C'est l'appréciation subjective des capitalistes d'avec leur propre perspective d'accumulation.

Indicateur du climat des affaires France



Source : Insee

Au 7 septembre 2020, l'Indice Sentix de Confiance des Investisseurs, basé sur 2 500 investisseurs et analyses en Europe était de – 8 pour une prévision de – 10, 5. Début février, il était à l'inverse de + 5,2.

C'est à ce niveau que l'on comprend d'un côté la frilosité, voir même carrément le refus, de re-confiner la population, et d'un autre côté la prudence de rejeter totalement cette possibilité. C'est que l'enjeu « économique » s'entremêle dans l'enjeu politique, organisationnel : les capitalistes ont intérêt à maintenir l'activité économique et en même temps le capitalisme n'a pas intérêt à ce que la crise sanitaire s'emballe.

Il faut donc assurer cette double contradiction plaçant la bourgeoisie face à une contradiction entre sa subjectivité (maintenir l'activité coûte que coûte) et son rôle objectif de classe dirigeante en période de pandémie.

À ce titre, les prêts garantis par l'État et l'aide au chômage partiel sont là pour assurer la stabilité du système économique, et alimenter la perspective de la « reprise ». La confiance doit être au rendez-vous, et en même temps elle ne l'est pas du tout car la subjectivité capitaliste n'existe que comme support à l'accumulation du capital dont les chaines ont été brisées. Les discours sur la « reprise en v » dès l'été suffisent de montrer comment la mentalité capitaliste est limitée à une approche d'ultra court-terme.

C'est là de l'auto-conviction avec l'idée de se forcer à croire à la reprise, dans une démarche irrationnelle, pratiquement « mystique ». Cela forme la base culturelle au pouvoir unilatéral des monopoles qui tendent à l'asphyxie politique. Il faut la confiance pour investir : on ne sait plus où placer son argent pour avoir un rendement significatif et chacun y va de ses prophéties, accentuant les logiques irrationnelles.

Cette fuite en avant de l'investissement aboutit à la recherche de supposées « valeurs refuges », comme l'immobilier, l'or, les assurances-vie, etc., avec pour conséquence la hausse des prix du logement, la dévaluation monétaire (donc une hausse des prix), mais aussi des restructurations d'entreprises avec des licenciements.

La paupérisation absolue s'envole déjà avec près de 150 millions de personnes menacées d' « extrême pauvreté » (moins de 1,90 dollar par jour) dans le monde. Lors de son discours lundi 5 octobre en Allemagne présentant le rapport annuel de la Banque mondiale sur la pauvreté dans le monde, son président David Malpass a déclaré :

> « Cette pandémie a plongé plus d'économies dans une récession simultanée qu'à n'importe quel moment depuis 1870 »

Ce sont des pays déjà pauvres ou dits « intermédiaires » qui sont le plus touchés, le communiqué de la banque mondiale précisant que « les citadins seront de plus en plus nombreux à basculer dans l'extrême pauvreté, alors que celle-ci touche traditionnellement les populations des zones rurales ». En France, la crise a déjà fait basculé un million de personnes dans la pauvreté (environ 1 000 euros par mois par ménage) portant à pratiquement plus de 10 millions de personnes à ce niveau de vie.

C'est une « aggravation, plus qu'à l'ordinaire, de la misère et de la détresse des classes opprimées » évoquée par Lénine, le « plus qu'à l'ordinaire » étant la marque typique de la crise générale.

On voit ici que n'aborder la crise générale que comme une récession économique est erronée, niant l'effondrement politique du pouvoir de la bourgeoisie. La fuite en avant des monopoles, tel est l'un des aspects de l'effritement du pouvoir de la bourgeoisie. Cela correspond à la « crise du sommet » du point 1 de Lénine.

Or, comme le disait Lénine en 1922 à propos de l'adoption de la NEP :

> « Séparer les questions d'organisation de celles de la politique est impossible. La politique, c'est un concentré de l'économie »

La crise générale, c'est donc la rupture des circuits traditionnels avec pour conséquence une crise de confiance des investisseurs. C'est là l'aspect « économique ». Mais comme l' « économie » n'est rien d'autre qu'une concentration de la politique, la crise de confiance « économique » est en même temps une crise de confiance politique. Au centre, il y a la désorganisation de la société.

Cette pagaille, on l'a déjà vu avec la pénurie des masques et le manque de lits de réanimation au début de la crise, accompagnée de discours illogiques tenus par les dirigeants. À ce niveau, il faut bien voir l'offensive bourgeoise ayant parlé des travailleurs comme des « premiers de corvées ». C'est là une manière subtile de neutraliser le fait que les prolétaires assurent l'organisation de la société par temps de désorganisation. Une pagaille qui n'en finit pas de se révéler avec la seconde vague de coronavirus.

Car en parallèle à la désorganisation de la bourgeoisie, il y a la montée en puissance de secteurs prolétariens dans l'organisation de la société, ou sa réorganisation selon la forme

prise par la crise générale. La bourgeoisie s'effondre, ne voit plus les choses qu'à court-terme, tout devient chaotique, sans « lisibilité ».

Sa dernière option politique c'est le renforcement des monopoles qui eux seuls pensent avoir les clefs pour anticiper le futur et assurer la confiance grâce à une politique autoritaire. C'est le sens du fascisme et de sa démagogie « sociale » visant à remobiliser les masses, dans le but de court-circuiter l'élan révolutionnaire prolétarien.

À l'inverse, sous le poids du paupérisme, de la précarité et de l'intensification de l'exploitation, le prolétariat se renforce à travers des luttes de classe qui lui font voir les choses à long terme, sur la base d'une confiance politique assurée par l'idéologie d'avant-garde.

Au cœur de la crise générale, il y a de manière schématique le processus suivant :

rupture des circuits traditionnels → crise de confiance des investisseurs → investissements en pagaille → aggravation des conditions de vie des masses → affrontement socio-économique entre le prolétariat et la bourgeoisie → renforcement unilatéral du pouvoir des monopoles → opposition entre l'écroulement-désorganisation bourgeoise et l'organisation de la classe ouvrière dans un nouvel État.

Tout la question de l'intervention des révolutionnaires se situe au niveau de l'analyse du rythme de ce processus, dans quelle séquence on se situe et comment anticiper correctement le déroulement de la crise.

La crise générale est le processus par lequel la bourgeoisie s'effondre dans un processus, au début lent puis qui s'accélère brutalement sous le contrecoup de la lutte de la classe ouvrière visant à l'organisation et/ou la réorganisation générale de l'appareil productif.

Dans la crise révolutionnaire, le rôle d'avant-garde des communistes est de lier dialectiquement la confiance politico-culturelle de masses à la capacité de l'organisation de la société sur une nouvelle base. C'est la base à la formation d'un nouvel appareil d'Etat formé sur les comités populaires en lutte contre la paupérisation et le chaos antisocial généré par une bourgeoisie en fin de vie. ■

« La crise du Covid-19 ouvre une nouvelle époque, parce qu'elle porte en elle tout un faisceau de contradictions historiques. L'humanité ne peut plus vivre comme avant, elle fait face à un défi qui est celui de trouver sa place dans la Biosphère.

Elle ne peut plus simplement continuer à porter le mode de production capitaliste, qui mène très clairement à la destruction dans tous les domaines. Il faut une *rupture.* »

PCF(MLM) - Être à la hauteur de notre époque - septembre 2020

La guerre entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan

La seconde crise générale du mode de production capitalise a accéléré les processus de conflagration dont la base est la compétition des expansionnismes et des impérialismes. La Turquie, maillon faible des pays semi-féodaux semi-coloniaux, est dans ce cadre une source particulièrement agressive. C'est l'un des aspects de la crise entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan : ce dernier pays est poussé par la Turquie à aller de l'avant dans l'expansionnisme.

Dans le cataclysme de l'effondrement du social-impérialisme soviétique, l'Arménie, dévastée par le séisme de 1988, sombre dans la mobilisation chauvine, qui répond symétriquement au chauvinisme panturc dans lequel s'effondre de son côté l'Azerbaïdjan soviétique.

Jouant à fond la carte de la cohésion ethno-nationaliste, y compris en mobilisant les Arméniens de l'étranger, le régime nationaliste qui prend le pouvoir parvient à faire triompher en partie son propre expansionnisme.

S'appuyant sur les Arméniens du Nagorny Karabagh, il annexe au terme d'une guerre brutale près de 20% du territoire de l'ancienne République soviétique d'Azerbaïdjan. Le nationalisme chauvin triomphant des deux côtés avec l'appui de puissances extérieures, la situation est immédiatement bloquée, et l'impasse se transforme peu à peu en piège menaçant en permanence la paix régionale.

L'Arménie se retrouve ainsi un quart de siècle plus tard dans une situation dramatique. Elle fait face à l'Azerbaïdjan, pays qui s'est surarmé au moyen de ses pétro-dollars, avec un appui systématique de la Turquie pour que son agressivité soit le plus libérée possible.

C'est un exemple extrêmement significatif de l'opposition historique entre la démocratie et la guerre, entre la démocratie et l'expansionnisme, entre la démocratie et le nationalisme et finalement, entre les peuples du monde et les intérêts de minorités cherchant toujours davantage de profits, quitte à lever le drapeau noir et sanglant de la guerre.

La situation géographique du Nagorny Karabagh

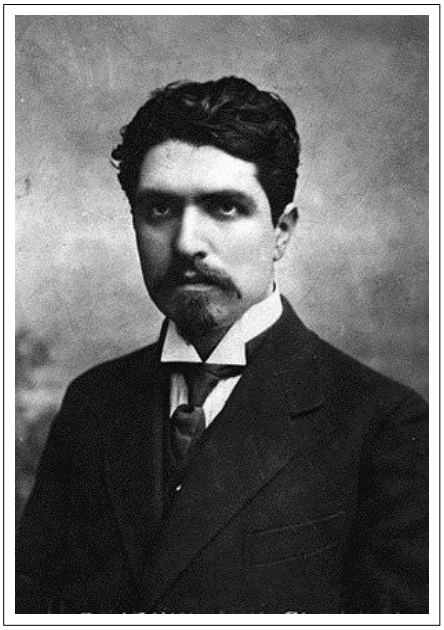
La conception communiste de la question nationale et ses implications

Il existe deux erreurs traditionnelles concernant la conception communiste des nationalités. La première, c'est de croire que le communisme prône l'indépendance des nations, alors qu'en réalité le communisme affirme l'auto-détermination des nations.

La seconde, c'est de croire que la question nationale est l'aspect principal de toute problématique, alors qu'évidemment, c'est la révolution mondiale qui constitue l'aspect principal. Plus précisément même, la question nationale est un cadre, et ce cadre doit être posé selon une compréhension populaire de la nation et surtout dans une perspective démocratique. C'est l'ensemble de ces éléments qu'il convient d'articuler pour aller dans le sens du communisme.

Ainsi le communisme veut l'auto-détermination des nations, mais cela ne veut nullement dire qu'il faille coûte que coûte réaliser l'indépendance. Cela dépend de la situation propre à chaque peuple et de l'élan démocratique que l'affirmation nationale est en mesure de porter. Dans tous les cas, toute initiative est subordonnée aux intérêts de la révolution mondiale.

Telle a été l'approche des communistes soviétiques en ce qui concerne le Caucase et en particulier les rapports entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan.



L'Arménien Stepan Chahoumian, dirigeant de la commune de Bakou, la capitale de l'Azerbaïdjan

La République démocratique fédérative de Transcaucasie née à la suite de la révolution de février 1917

Lorsque le tsarisme s'effondre en février 1917, le gouvernement provisoire russe a mis en place une République démocratique fédérative de Transcaucasie composée de l'Arménie, de l'Azerbaïdjan et de la Géorgie.

Celle-ci prend son indépendance en avril, mais s'effondre dès le mois de mai 1918, avec la fondation de trois « républiques démocratiques », arménienne, azérie et géorgienne.

Celles-ci rentrent immédiatement en conflit, alors que la république turque venant de se former s'affronte également à l'Arménie avec l'intention de rallier Bakou, voire même le nord de l'Iran. Les impérialistes – principalement britannique et américain – tentent alors de procéder à un découpage régional allant dans leur sens.

La république démocratique d'Arménie tente de tirer son épingle du jeu, mais sans y parvenir, tout en s'alliant aux armées blanches pour chercher à faire vaciller l'Azerbaïdjan. Dans ce pays, la révolution bat son plein à Bakou où les Bolcheviks dirigés par l'Arménien Stepan Chahoumian ont pris le pouvoir dès 1917.

Ils doivent faire face aux milices panturques d'un côté et aux bandes arméniennes de l'autre. La Commune tente de tenir face à ces divergences chauvines exacerbées par les menées kémalistes depuis la Turquie en faveur du panturquisme. Malheureusement, ce premier élan révolutionnaire est écrasé en 1918.

La république démocratique d'Azerbaïdjan est proclamée ensuite, elle se retrouve rapidement en guerre face à l'Arménie qui veut annexer le Karabagh.

Mais la République démocratique d'Azerbaïdjan s'effondre finalement devant la révolution et en avril 1920 elle cède la place à une république socialiste soviétique d'Azerbaïdjan. En décembre 1920, la révolution touche également l'Arménie.

La République socialiste fédérative soviétique de Transcaucasie

La révolution en Géorgie clôt la brève histoire des « républiques démocratiques » et le 12 mars 1922 est fondée une Union fédérative des républiques socialistes soviétiques de Transcaucasie avec donc l'Arménie, l'Azerbaïdjan et la Géorgie.

Le 13 décembre de la même année elle se transforme en République socialiste fédérative soviétique de Transcaucasie, qui participe à la fondation de l'URSS le 30 décembre 1922, avec les républiques soviétiques de Russie, de Biélorussie et d'Ukraine.

Toutes les questions relatives à l'Arménie, l'Azerbaïdjan et la Géorgie relèvent alors d'une seule et même problématique, ce qui demande beaucoup d'investissement, puisqu'en 1926, il y a dans cette nouvelle république de 5,8 millions de personnes pas moins de 44 nationalités différentes, dont douze de moins de 30 000 personnes.

Et, comme c'est le cas dans les Balkans, on trouve à la fois des minorités nationales et une dispersion de nationalités ; des gens d'une même nationalité peuvent vivre dans deux zones entre duquel s'intercale une zone avec une autre nationalité, etc. Il y a une grande imbrication des différentes nationalités, même si trois prédominent : les Arméniens, les Azéris, les Géorgiens.

Puis, une fois le régime bien établi et l'étape d'unité des peuples passée, la constitution soviétique de 1936 rétablit les républiques socialistes soviétiques d'Arménie, d'Azerbaïdjan et de Géorgie. C'était à la fois une avancée puisque les rapports entre les peuples étaient pacifiés, et en même temps un certain recul par rapport à une unification. Cela allait être très lourd de sens par la suite.

La question du Nagorny Karabagh et du Nakhitchevan

L'un des grands succès de la politique soviétique des années 1920 fut la résolution de la question du Nagorny (= montagneux, haut en russe) Karabagh (= en turc le jardin, le verger, du nord, le noir étend assimilée dans la langue turque à cette direction cardinale, comme l'est la Karadeniz = mer Noire, au nord de l'Anatolie).

Cette région montagneuse était peuplée en très grande majorité d'Arméniens, mais intégrée depuis environ deux cents ans à ce qui forme l'Azerbaïdjan, notamment sur le plan économique. Le Nagorny Karabagh est d'ailleurs séparé de l'Arménie proprement dit par un couloir de population azérie, plus précisément kurde.

À l'ouest de ce couloir, on a le Zanguezour (du nom du massif montagneux), qui lui fut intégrée à l'Arménie sous le nom de Syunik. La région à l'ouest de Syunik, le Nakhitchevan, une région peuplée très majoritairement d'Azéris, fut par contre rattachée à l'Azerbaïdjan, mais en tant que République Socialiste Soviétique autonome.

- Kurdistani District (Red Kurdistan), part of Azerbaijanian SSR in 1930
- Nagorno-Karabakh Autonomous Province, part of Azerbaijanian SSR
- Nakhichevan Autonomous Republic, part of Azerbaijanian SSR
- other territories of Azerbaijanian SSR
- Armenian SSR

La situation en 1930

Le drapeau de cette république socialiste soviétique autonome du Nakhitchevan était en 1937 le même que celui de la République Socialiste Soviétique d'Azerbaïdjan, avec cependant comme ajout un espace rouge en haut à gauche avec le marteau et la faucille de couleur dorée, avec écrit à la fois en arménien et en langue azérie *AzSSR* et *Nakhitchevan ASSR.*

L'emblème, avec le traditionnel soleil levant soviétique, contenait les slogans, encore en arménien et en langue azérie, « République socialiste soviétique d'Azerbaïdjan », « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! », « Nakhitchevan ASSR ».

On a donc géographiquement, d'ouest en est, le Nakhitchevan (=Azerbaïdjan en tant que république autonome), Syunik (=Arménie), un couloir de population azérie-kurde (=Azerbaïdjan), le Nagorny Karabagh (=Azerbaïdjan mais de population arménienne en grande majorité).

Il faut savoir ici que, dans les années 1920, le Zanguezour était alors relié par une route au Karabagh, mais pas à la capitale arménienne, Erevan ; la route ne sera construite que par la suite. Pour rejoindre le Zanguezour et le Nagorny Karabagh depuis Erevan, il fallait faire un détour par le Nakhitchevan.

Le Nagorny Karabagh comme région autonome

Dès le printemps 1921, l'Arménie poussa à l'intégration en son sein du Nagorny Karabagh et commença à prendre des décisions en ce sens. Cela provoqua une série de réactions en chaîne allant jusqu'à la direction de l'URSS, avec une grande remise en cause des décisions unilatérales du côté arménien.

Toutes les options étaient sur la table (rattachement à l'Arménie, référendum, etc.), mais il fut considéré que de par la situation historique du Nagorny Karabagh dans son rapport avec l'Azerbaïdjan, il faudrait qu'il reste dans son giron.

Toutefois, le Nagorny Karabagh devint une région autonome. Cela signifiait que le Parti Communiste avait sa propre organisation, qu'il y avait une administration spécifique au Nagorny Karabagh, que dans le domaine de l'éducation et de la culture il y avait l'autonomie.

L'arménien était une langue reconnue de l'administration, du gouvernement, de la justice, ainsi que des médias.

Afin de renforcer la dimension arménienne, la capitale administrative cessa d'être Shusha, la seule ville au sens strict (et à majorité azérie), pour devenir le bourg rural arménien de Khankend, qui prit par la suite le nom de Stepanakert, en l'honneur justement du révolutionnaire bolchevik de Bakou, Stepan Chahoumian.

Les conflits réapparaissent avec la décadence de l'URSS social-impérialiste

De par la construction du socialisme en URSS, le choix du statut de région autonome pour le Nagorny Karabagh valait ce qu'il valait mais passa l'épreuve du temps. La population arménienne vivait en paix au Nagorny Karabagh, préservant sa culture ; les rapports arméno-azérie étaient pacifiques et constructifs.

Le symbole de cette époque est restée celui du club de football de Bakou, le Neftyanik Bakou, les Neftyanik étant les travailleurs du pétrole en russe, fondé en 1937. Une grande partie de l'équipe, selon les années, parfois même la moitié, était composée d'Arméniens azerbaïdjanais. Il s'est imposé comme la principale équipe de la République soviétique d'Azerbaïdjan ; son premier match d'ailleurs l'a opposé au Dinamo Erevan.

L'emblème du Neftyanik Bakou

La situation se dégrada évidemment après 1953 et le triomphe du révisionnisme en URSS. D'un côté, le nationalisme arménien refit surface et commença une intense propagande, avec même des demandes d'intégration du Nagorny Karabagh à l'Arménie, ce qui fut rejeté. De l'autre côté, le nationalisme azérie, tendant au panturquisme, se développa également de manière particulièrement agressive.

Il est significatif par exemple que l'équipe de Bakou pris alors, en 1967, le nom de Neftchi, c'est-à-dire travailleur du pétrole, mais cette fois en langue turque-azérie. Le nombre d'Arméniens de l'équipe tendant alors à se réduire avant de s'effacer.

Tant que le social-impérialisme soviétique était dans son élan, il n'y avait pas de place pour l'expression de ces nationalismes ; le régime, fonctionnant par la terreur, exigeait à la fois une soumission et une participation complète à son offensive pour l'hégémonie mondiale (surarmement massif, invasion de l'Afghanistan en 1979, satellisation du Vietnam, etc.).

Dès qu'il s'affaiblit, ce fut l'explosion, meurtrière.

La crise assassine de 1988

Le schéma est au fond le même que pour la Yougoslavie : l'effondrement de l'État central amena des massacres immédiats sur la base d'un nationalisme s'étant diffusé pendant des décennies, et encore plus à la faveur de la politique libérale de Mikhail Gorbatchev, secrétaire du PCUS. Cette période voit parallèlement le développement de l'affairisme mafieux dans l'appareil d'État et la grande industrie, autant en Arménie qu'en Azerbaïdjan, comme partout en URSS.

Tout cela a lieu alors que les effets de la guerre en Afghanistan entraînent dans ces régions un essor considérable du complexe militaro-industriel. L'armée soviétique s'entraîne alors

sur le terrain du monastère de David Gareji datant du VIe siècle, à la frontière entre l'Azerbaïdjan et la Géorgie. L'infernale spirale de la corruption décadente enchaîne progressivement la banalisation des brutalités et des haines ethniques.

Lorsque la crise apparaît de manière ouverte, sanglante, en 1988-1989, il y a au Nagorny Karabagh 145 500 Arméniens (soit 76,9 % de la population), 40 600 Azéris (soit 21,5%), 3 000 Russes. Les Azéris vivaient principalement dans la ville de Shusha et ses alentours.

Une carte de l'Azerbaïdjan,
avec la situation géographique du Yukhari Garabagh (ou Nagorny Karabagh)

Le 20 février 1988, des manifestations eurent lieu à Stepanakert, la capitale du Nagorny Karabagh, pour demander le rattachement à l'Arménie. Des manifestations similaires avaient eu lieu dans la capitale arménienne, Erevan, la veille. Le jour même, les députés de l'administration de la région autonome demandèrent à l'URSS le rattachement à l'Arménie, ce qui fut immédiatement rejeté par la voix de Mikhail Gorbatchev.

La pression montait particulièrement depuis une dizaine d'années, la population azérie en Arménie quittant le pays même en masse (il y a plus de 160 000 Azéris en Arménie en 1979, moitié moins dix ans plus tard). Les nationalistes azéris chauffaient quant à eux à blanc en prônant une ligne dure, s'appuyant sur les réfugiés azéris afin de diffuser largement une haine chauvine ouverte ciblant les Arméniens dans leur ensemble.

La situation explosa alors dans la ville industrielle de Soumgaït. C'était la seconde ville d'Azerbaïdjan, avec 223 000 habitants, dont 17 000 Arméniens.

Les conditions de vie étaient désastreuses, avec un manque terrible de logements, une pollution massive au point d'avoir une mortalité infantile catastrophique ; 1/5 des habitants avaient un casier judiciaire et la moyenne d'âge était de 25 ans. Si on ajoute à cela que les Azéris venaient souvent des campagnes, on avait tous les ingrédients pour une vaste opération de provocation.

Les 27, 28 et 29 février 1988, des centaines de nationalistes menèrent un véritable pogrom anti-arménien, avec une démarche systématique de torture, de viols collectifs, de meurtres,

n’épargnant personne, ni enfants ni personnes âgées. L’URSS fut débordée, scellant sa fin précisément ici ; elle nia les événements, puis ne parla que de 32 morts, alors qu’il y en eut plusieurs centaines.

La boîte de Pandore était ouverte.

Une carte de l’Azerbaïdjan, avec Bakou tout à l’Est et, un peu au-dessus, la ville de Soumgaït (ici dénommé Sumqayit) ; en pointillé, le territoire du Nagorny Karabagh

L’effondrement du social-impérialisme soviétique et la crise de Bakou

Dès le massacre de Soumgaït, le nationalisme arménien se mit en branle et domina le pays. La population azérie fut expulsée, l’agitation au Nagorny Karabagh redoubla.

Le 15 juin 1988 le soviet suprême d’Arménie demanda à l’URSS de reconnaître la volonté de la région du Nagorny Karabagh d’intégrer l’Arménie ; le 12 juillet le soviet suprême du Nagorny Karabagh annonça sa sécession par rapport à l’Azerbaïdjan. En réponse, l’URSS mit en place une administration directe de la région autonome, à partir de janvier 1989.

Le nationalisme azéri s’organisa également de manière systématique, multipliant les initiatives et les plans de massacre. Si le pouvoir central disparaissait, les deux protagonistes s’affrontaient immanquablement.

La situation connut donc un nouveau tournant avec l’effondrement du social-impérialisme soviétique. Parallèlement à la chute du mur de Berlin, il y eut en effet l’abandon par l’URSS, le 28 novembre 1989, de l’administration directe du Nagorny Karabagh.

Dans la foulée, le 1er décembre, les députés du soviet suprême Nagorny Karabagh annoncèrent que la région autonome rejoignait l’Arménie. La rupture était consommée.

Or, il y avait à Bakou, capitale de l'Azerbaïdjan, 200 000 Arméniens (sur les 1,7 million d'habitants de la ville). Cette population se retrouvait dans une situation intenable : le nationalisme arménien les plaçait véritablement comme un lieu de projection de haine, avec clairement l'espoir de parvenir à une rupture raciste entre les deux communautés.

Celle-ci se produisit en janvier 1990, avec un nouveau pogrom anti-arménien, organisé par les nationalistes qui cherchaient également à en profiter pour renverser le gouvernement fidèle à l'URSS. Les Arméniens de Bakou fuirent en masse et cette crise ouvrit un espace politique majeur aux nationalismes arménien et azéri, avec une logique jusqu'au-boutiste d'épuration ethnique.

Les initiatives nationalistes en Arménie et en Azerbaïdjan

Il existe une différence de qualité entre les nationalismes arménien et azéri en 1990. En effet, en Arménie, la chose est entendue : tout est mobilisé pour la conquête du Nagorny Karabagh. Le Mouvement Panarménien est le mouvement électoral le plus puissant aux élections de mai 1990.

Par contre, en Azerbaïdjan, les nationalistes étaient organisés dans un Front populaire azerbaïdjanais qui avait une dimension de masse, mais était bloqué dans son accession au pouvoir par le gouvernement pro-soviétique, c'est-à-dire pro-russe. D'ailleurs, le pogrom de Bakou – où la police n'intervint pas – fut un prétexte pour l'intervention de l'armée soviétique en Azerbaïdjan.

La répression des nationalistes azéris par le gouvernement soviétique fut très violente, faisant des centaines de morts.

C'est un aspect important, car pour toute cette phase, c'est clairement le nationalisme arménien qui est le plus agressif et à l'initiative.

Le démantèlement de l'URSS et l'indépendance arménienne du Nagorny Karabagh

En août 1991 eut lieu une tentative de putsch de la part des conservateurs soviétiques ; son échec amena le triomphe des forces centrifuges, l'URSS cessant d'exister en décembre de la même année.

L'Azerbaïdjan n'attendit cependant pas et proclama son indépendance le 31 août 1991. C'était la victoire des nationalistes sur le gouvernement pro-soviétique

Les Arméniens du Nagorny Karabagh proclamèrent leur propre indépendance le 2 septembre, après la mise en place d'un référendum organisé à la va-vite et voté uniquement par la population arménienne (avec 99 % de oui).

L'Arménie proclama elle-même son indépendance le 21 septembre et en réponse l'Azerbaïdjan enleva le statut d'autonomie régionale du Nagorny Karabagh le 27 septembre.

L'emblème du régime arménien né en 1991, fondé sur celui de 1918-1922

Le Nagorny Karabagh comme « république d'Artsakh »

Les Arméniens proclamant l'indépendance du Nagorny Karabagh donnèrent au nouveau régime le nom de république d'Artsakh. C'est là un choix tactique du nationalisme arménien.

C'est en effet une fiction, car en réalité l'Arménie contrôle totalement cette zone ; la proclamation d'une pseudo-république sert uniquement à ne pas apparaître comme expansionniste aux yeux de l'opinion publique mondiale. Inversement, le nom choisi sert à galvaniser les masses arméniennes dans leur fanatisme nationaliste, dans une perspective expansionniste.

L'emblème de la république dite d'Artsakh

Le nom d'Artsakh est en effet à la base celui d'une province de la « grande Arménie » de la géographie traditionnelle. L'espace ainsi désigné, majoritairement arménien mais non exclusivement va à la fin de l'époque médiévale être soumis à différentes puissances (ottomane, perse, russe). Cette province, grosso modo sur le territoire du Nagorny Karabagh, fut la dernière de la grande Arménie à être conquise.

En réalité, c'est plus compliqué que cela car le territoire fut à l'origine une composante de « l'Albanie du Caucase », dont les ethnies s'intégrèrent en partie à la culture arménienne. Les Arméniens qui restent en Azerbaïdjan aujourd'hui, sont d'ailleurs considérés aujourd'hui officiellement justement comme des « Albanais du Caucase » devant se dés-arméniser. Dans tous les cas cette partie du monde passa dès le 9e siècle sous domination seldjouk, puis safavide, puis ottomane, puis russe.

C'est donc un symbole mythique du nationalisme arménien, totalement à rebours de tout le parcours historique réalisé entre-temps ; ainsi au milieu du 18e siècle, il y a le khanat d'Erevan, le khanat de Nakhitchevan et celui du Karabagh. L'idée est très clairement de « purifier » l'Arménie et d'en revenir à la grande Arménie pré-médiévale, ce dont témoignent clairement également les cartes proposées par les nationalistes arméniens, qui restaurent partout où ils le peuvent la toponymie des régions, ou nahang, de la tradition classique.

Il y a d'ailleurs une appropriation unilatérale du parcours des Arméniens d'Anatolie, qui connurent le génocide et qui culturellement ont leur propre évolution (leur langue arménienne étant d'ailleurs relativement différente), même s'il est en même temps important de noter qu'une part importante de la population de l'Arménie actuelle est composée de descendants de réfugiés anatoliens.

En tout cas, le génocide des Arméniens ottomans est aussi une matière à alimenter le nationalisme de l'Arménie dans la projection chauvine que réalise celui-ci en direction de l'Azerbaïdjan.

Le territoire de la république dite d'Artsakh avec également les territoires revendiqués à l'Est

La guerre entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan

Afin de correspondre aux objectifs de la grande Arménie, l'initiative arménienne ne se contenta pas d'exercer son expansion sur le Nagorny Karabagh. Elle occupa militairement les territoires aux alentours, expulsant les populations non-arméniennes y compris au moyen de la violence, provoquant le départ forcé de 800 000 personnes, 300 000 Arméniens se voyant obliger de leur côté de fuir l'Azerbaïdjan en catastrophe de par la nouvelle situation.

Cette situation se caractérisa par l'affrontement armé entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan en 1991-1993, l'armée azerbaïdjanaise reconquérant 40 % du Nagorny Karabagh en août 1992 avant de s'effondrer, amenant la Turquie à se mobiliser en septembre 1993 en exigeant que le Nakhitchevan ne soit pas envahi par l'Arménie, la Russie menaçant de son côté d'une intervention si la Turquie passait à l'offensive.

L'Arménie vola ainsi finalement de victoire en victoire, au moyen de massacres de civils s'il le fallait, comme dans la ville de Khodjaly, où 613 civils furent assassinés dont 83 enfants. La guerre causa la mort de 30 000 personnes, dont 7 000 Arméniens.

La fuite en avant arménienne

L'Arménie eut tellement le dessus que l'Azerbaïdjan fut dans l'obligation de signer un cessez-le-feu le 24 mai 1994. C'était une défaite totale pour l'Azerbaïdjan : aux 800 000 réfugiés s'ajoutait la perte de 20 % de son territoire. En plus du Nagorny Karabakh, il y avait également les sept districts azéris environnants (avec notamment parfois une importante

présence kurde) conquis et dont la population fut expulsée également : Lachin, Kelbajar, Agdam, Fizuli, Kubatly, Jabrayil, et Zangelan.

Les nationalistes arméniens poussèrent au maximum l'humiliation. Robert Kocharian, du Nagorny Karabagh et donc de nationalité azérie, fut le premier président de la « République du Haut Karabagh », de 1994 à 1997. Puis, il fut premier ministre de l'Arménie de 1997 à 1998 et président de l'Arménie de 1998 à 2008 !

Dans l'idéologie officielle, et c'était vrai depuis 1988, il y eut une assimilation des Azéris aux « turco-tatars » et une assimilation des « turco-tatars » aux « turcs ottomans ». Les Azéris étaient assimilés à des Turcs ne pouvant, aux yeux des nationalistes arméniens, qu'être des fanatiques génocidaires.

Le prix à payer fut énorme pour l'Arménie. Le pays était ruiné, l'émigration massive au point qu'il n'y avait plus que 2,5 millions d'habitants. L'État se retrouvait aux mains de fanatiques nationalistes corrompus, avec une instabilité politique très grande, dont l'une des expressions fut en octobre 1999 une opération commando de nationalistes liquidant en pleine séance parlementaire le premier ministre arménien, le porte-parole du parlement et six autres personnalités politiques.

Les dépenses faites par les nécessités et les effets de cette politique chauvine agressive sont telles que l'Arménie mit des années à moderniser les infrastructures de sa capitale, pendant que le reste du pays était littéralement à l'abandon, y compris la ville de Gyumri, toujours dévastée depuis le séisme de 1988.

Et encore, la corruption s'affiche de manière écœurante dans la ville actuelle, où l'on ne compte plus les casinos, les bars à prostituées ou les églises construites avec l'argent détourné par les élites décadentes. La jeunesse, qui étouffe sous tous ces blocages, l'étau de la guerre et la toute puissance de l'armée, multiplie les soulèvements ou fuit massivement depuis les années 2000.

À cela s'ajoute l'influence russe, massive, avec l'installation d'une grande base militaire, prix à payer pour contrebalancer une éventuelle intervention turque.

Et, surtout, plus l'Arménie s'arrachait, lentement, à l'aveuglement nationaliste, plus l'Azerbaïdjan y sombrait de son côté.

Le groupe de Minsk

L'Arménie s'est en fait reposer sur sa victoire initiale et sur la volonté des impérialistes, alors, de geler la situation. Le début des années 1990 marque en effet un redémarrage de l'expansion capitaliste, dans le prolongement de la chute du bloc du social-impérialisme soviétique. La guerre arméno-azerbaïdjanaise ne collait pas au panorama.

Dans ce cadre fut formé le « Groupe de Minsk », composé d'une série de pays devant superviser des négociations n'ayant jamais réellement lieu en tant que telles : les États-Unis, la France, la Russie, la Biélorussie, l'Allemagne, l'Italie, la Suède, la Finlande, la Turquie, l'Arménie et l'Azerbaïdjan.

Il y a bien de très nombreuses rencontres au plus haut niveau entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan qui se sont tenus, mais sans jamais aboutir, de par les positions nationalistes antagoniques. L'Arménie s'est imaginée, aveuglée par son oligarchie et les nationalistes arméniens, que la situation en resterait là.

Tous ses efforts tendaient à faire reconnaître progressivement par la communauté internationale, et notamment au Conseil de l'Europe, où siège et l'Arménie et l'Azerbaïdjan, la réalité de l'indépendance du Haut-Karabagh, voire même son rattachement à l'Arménie.

L’ultra-nationalisme azéri à la conquête de l’hégémonie

Le nationalisme azéri avait été initialement broyé par le gouvernement pro-russe, mais il réussit progressivement à prendre le dessus. La première étape fut la victoire des nationalistes azéris aux présidentielles de 1992, avec 64 % pour Aboulfaz Eltchibeï. Celui-ci dut cependant s’enfuir dès 1993 à la suite d’un coup d’État pro-russe mené par Souret Husseïnov, pavant la voie la même année à la présidence pro-russe de l’autocrate Heydar Aliyev, « père de la nation azérie ».

Son fils Ilham Aliyev prit le relais en 2003, qui dans le même esprit clanique pro-russe nomma sa femme vice-président en 2017 et reçut de l’Ordre de gloire et d’honneur, la plus haute décoration de l’Église orthodoxe russe ! Il fut également réélu avec 86 % des voix aux présidentielles de 2018.

Sa démagogie nationaliste est sans limites. Lorsqu’un officier azerbaïdjanais, Ramil Safarov, tua un officier arménien dans son sommeil dans le cadre d’un programme d’études de l’OTAN, il fit en sorte de le rapatrier pour soi-disant qu’il finisse de purger sa peine au pays. Il le libéra alors immédiatement après l’avoir accueilli en héros, le faisant monter en grade, lui payant plus de 8 ans de solde (le temps qu’il avait passé en prison), lui donnant une maison et une décoration.

Profitant du développement des activités pétrolières et d’une économie (oligarchique et rentière) en expansion grâce au pétrole (formant 80-90 % des revenus), la ligne fut alors d’aller au conflit et cela convergeait avec la dynamique turque.

L’Arménie se retrouvait alors face à une situation totalement nouvelle à la fin des années 2010, avec l’Azerbaïdjan en expansion économique, se militarisant à coups d’investissements massifs bien supérieurs à ceux de l’Arménie, travaillant de concert avec la Turquie, qui reprenait pied dans la région en se rapprochant également de la Géorgie.

Géorgie dont Recep Tayyip Erdogan, le président de la Turquie, a même affirmé qu’il était originaire lors d’une visite officielle dans ce pays, manière de souligner le caractère soi-disant au-delà des ethnies de ses prétentions panturques en direction du Caucase.

La question iranienne et russe

La seule chose qui sauve relativement l’Arménie est la Russie, qui a une puissante présence tant en Arménie qu’en Azerbaïdjan et qui aimerait bien calmer le jeu, même si elle a initialement soutenu l’Arménie au début des années 1990. La Russie se retrouve dans les faits dans une position intenable.

Il y a également l’Iran. De ses 1254 kilomètres de frontière, les 268 km de frontière avec la Turquie, comme les 996 km avec l’Azerbaïdjan, sont fermés. Reste 165km avec la Géorgie et 35 avec l’Iran, dans une région montagneuse difficilement praticable cependant.

L’Iran pourrait être proche de l’Azerbaïdjan, tous deux ayant une population relevant en majorité de l’Islam chiite, mais le 1/3 environ de la population iranienne est azérie et le régime se méfie d’un éventuel expansionnisme azéri.

Le nationaliste azéri Gudrat Hasanguliyev prônait même en 2008 le changement du nom du pays, d’Azerbaïdjan en Azerbaïdjan du nord, sous-entendant qu’il fallait se « réunifier » avec la partie sud, en Iran.

Il faut cependant noter que c’est davantage l’Iran qui attire les Azéris, de par son importante dynamique culturelle et de par la présence de centaines de milliers de personnes relevant de minorités persanes (tels les Talysh), et que le nationalisme azéri préfère se tourner vers la Turquie, en mode « panturc ».

L'Azerbaïdjan a également besoin de l'Iran pour maintenir sa continuité avec le Nakhitchevan, puisque la seule route qui les relie passe aujourd'hui par son territoire. Ceci fait aujourd'hui de Tabriz le nœud où se croisent les échanges en direction de tous ses territoires voisins, entre lesquels la soi-disant « chute du Rideau de fer » a dressé des barrières autrement insurmontables, baignés du sang de peuples que l'élan démocratique du Socialisme avait commencé à unifier.

Comment l'Arménie peut-elle se sortir de sa dramatique situation ?

L'oligarchie arménienne a joué avec le feu et une partie de la diaspora a cédé aux illusions chauvines d'une expansion « naturelle », sans prendre en compte le tracé de l'histoire ni la perspective démocratique historiquement nécessaire.

Maintenant, l'Arménie est au pied du mur. Et sa situation reflète d'ailleurs celles des peuples d'Orient dans leur ensemble, minés par le nationalisme identitaire, qui les atomise jusqu'au génocide des plus vulnérables selon le jeu des circonstances.

Mais les Arméniens, comme leurs voisins, ont plus à partager, plus à construire, plus à élever que d'alimenter cette noire spirale des petits chauvinismes.

Ces petits manipulateurs de l'identité qui dessinent sur des cartes leurs chimères avec le sang des peuples… échoueront devant la démocratie portée par le Socialisme !

Ces petits traîtres empressés de faire des affaires une fois leur position conquise sur le dos des masses… seront punis par les peuples épris de paix et de fraternité !

L'avenir n'appartient pas à la quête de richesse de la part d'une oligarchie corrompue et décadente qui est la seule à jouir des effets de cet effondrement général de la civilisation.

L'Arménie et particulièrement sa jeunesse doivent lever le drapeau de la démocratie en direction de l'Azerbaïdjan et de ses peuples, tout comme les masses azéries doivent rejeter le panturquisme pour se tourner vers l'internationalisme prolétarien !

Tel est le mouvement même de l'histoire, telle est cette certitude qui doit guider la conscience civilisée, telle est la lumière d'une aube nouvelle vers laquelle les peuples de ces pays doivent se tourner et se rassembler. Telle est la promesse, et l'honneur, du Socialisme. ■

« Citoyens ! Le mouvement du prolétariat révolutionnaire grandit, les barrières nationales s'écroulent ! Les prolétaires des nationalités de la Russie s'unissent en une armée internationale ; les différents ruisseaux du mouvement prolétarien se fondent en un seul torrent révolutionnaire.

Les flots de ce torrent montent de plus en plus haut ; ils viennent battre le trône du tsar avec une force toujours croissante. Le gouvernement tsariste, décrépit chancelle. Ni la prison, ni le bagne, ni la potence, rien n'arrête le mouvement prolétarien, qui grandit sans cesse !

Et voilà que, pour raffermir son trône, le gouvernement tsariste invente un « nouveau » moyen. Il sème la haine entre les nationalités de Russie ; il les dresse les unes contre les autres ; il cherche à diviser le mouvement commun du prolétariat en petits mouvements qu'il voudrait diriger les uns contre les autres ; il organise des pogroms de Juifs, d'Arméniens, etc. Et tout cela pour séparer les unes des autres, dans une guerre fratricides, les nationalités de la Russie et, après les avoir affaiblies, les vaincre sans peine, chacune à tour de rôle ! »

Staline : Vive la fraternité internationale ! (1905)

La Turquie, maillon faible de la chaîne des pays dépendants

[Publié pour la première fois en septembre 2020 dans la revue PDF Communisme.]

Si l'on prend les 500 entreprises mondiales les plus importantes, on trouve pour la Turquie, à la 420e place la Koç Holding, qui regroupe 113 entreprises dont des institutions de crédit, une raffinerie de pétrole, des usines de tracteurs, des usines de carrosseries d'autobus, des entreprises touristiques, la production d'électro-ménager notamment avec Beko, etc. On trouve également, de manière importante bien que moins puissante, la Sabancı Holding (avec notamment l'un des leaders du textile Kordsa Teknik Tekstil), la OYAK Holding, ainsi que trois monopoles étatiques : Turkish Airlines, la Halkbank et la Vakıfbank.

Dans tous les cas, on est très loin d'une exportation de capital de type impérialiste, dans un pays où le quart des femmes se marient avant 18 ans. D'ailleurs, pour une partie significative de leurs activités, toutes ces principales entreprises turques sont en étroit partenariat avec des entreprises de pays impérialistes (Toyota, Citibank, Philip Morris, Carrefour, DuPont, etc.).

La Turquie est en fait un pays dépendant très actif. Cela se lit dans les chiffres suivants. Ses investissements directs à l'étranger étaient de 27 millions de dollars en 1991, d'un milliard de dollars en 2005, de 4,7 milliards de dollars en 2015. En apparence, c'est très impressionnant. Cependant, en réalité, en 2015, cela ne formait pour autant que 0,32 % des investissements directs à l'étranger dans le monde, contre 0,01 % en 1991. Cela reste profondément marginal. La Turquie a profité de l'élan capitaliste après 1989, mais n'a pas changé de base. D'ailleurs, en 2015, la Turquie a connu une pénétration du capital étranger de 16,5 milliards de dollars, soit bien plus que ses propres interventions capitalistes hors de son territoire.

L'agressivité expansionniste du militarisme turc

Pourtant, malgré cette faiblesse très claire du point de vue économique, la Turquie est particulièrement agressive. Elle est active avec l'Azerbaïdjan contre l'Arménie, elle a occupé une partie de Chypre en 1974, elle fait du Kurdistan irakien un satellite, elle intervient en Libye, elle a soutenu activement l'État islamique afin de profiter de pénétrer militairement en Syrie et elle a décidé, au nom de forages pétroliers en mer, d'assumer une position frontale avec la France et la Grèce.

Signe de cette tendance, la Turquie produit 70 % de son armement et le but, à l'horizon 2023, c'est de parvenir à ce que ce soit à hauteur de 100 %. On voit mal comment c'est possible technologiquement, comme le prouve l'achat à la Russie, au grand dam de l'impérialisme américain, du système de défense anti-aérienne et anti-missile S 400, extrêmement avancé.

La question de savoir d'où provient une telle agressivité est d'une grande importance. Il existe de très nombreuses organisations révolutionnaires en Turquie depuis les années 1970 et elles s'écharpent précisément sur cette question. Certaines voient la Turquie exprimer une agressivité propre au capitalisme, d'autres y voient l'activité d'un satellite américain, d'une néo-colonie. Certaines parlent de semi-capitalisme, d'autres de capitalisme avec des restes féodaux dans la superstructure ou encore de capitalisme bureaucratique.

La matrice de la Turquie : la crise générale du capitalisme

Ce n'est nullement un hasard que la Turquie devienne particulièrement agressive dans le cadre de la seconde crise générale du capitalisme. Ce pays est né de la première crise générale du capitalisme. C'en est même une composante.

Depuis la fondation de la République de Turquie par Mustafa Kemal en 1923, ce pays connaît d'innombrables soubresauts politiques, économiques, militaires, idéologiques, au point qu'en fait il aura été en crise permanente pendant pas moins d'un siècle. La moitié de son existence, au moins une partie du territoire aura été sous le régime de l'état d'urgence !

Il faut saisir que le pays est né sur les ruines de l'empire ottoman, ce qui a généré l'expulsion de plus d'un million de Grecs de son territoire, à quoi il faut ajouter à l'arrière-plan le génocide arménien de 1915 à 1923. La Turquie a réussi à sa fondation à expulser de son territoire les armées étrangères visant à une occupation permanente, mais est passée sous emprise allemande, puis sous emprise britannique, enfin sous emprise américaine.

Il y a eu une instabilité permanente, avec des coups d'État militaires en 1960, 1971 et en 1980. Il y a de plus une importante minorité nationale kurde, qui a été inlassablement réprimée militairement pendant un siècle, alors que le pays a également d'importantes autres minorités, tels les Lazes, les Tcherkesses, les Arabes, les Zazas, de nombreux peuples caucasiens, etc.

Le régime turc, traversé par la violence

La Turquie est ainsi un pays d'une immense culture, mais également d'une immense complexité. Il existe de très nombreuses minorités, le pays a été formé par en haut ; il est à la fois un mélange de peuples et de nations et en même temps il forme une véritable bloc unifié.

L'État central est quant à lui, depuis sa naissance, ultra-paranoïaque. Lors de l'effondrement de l'empire ottoman, les pays impérialistes voulaient en effet dépecer la partie turque de celui-ci et ont envoyé des troupes d'occupation. Une partie devait passer sous domination britannique, une autre sous domination française, des zones grecque et arménienne être mises en place et Istanbul former un petit État.

Ce scénario de cauchemar du point de vue turc est une clef de ce dispositif ultra-militariste turc, profitant d'un énorme écho populaire au nom de la « défense » des intérêts nationaux, mais en réalité au service de grands propriétaires terriens alliés à une haute bourgeoisie liée aux pays impérialistes et servant d'intermédiaires. Dans un tel cadre, l'armée joue un rôle omniprésent et les interventions clandestines de sa part – par des « disparitions », des meurtres, la contre-guérilla – ont été innombrables.

Cela fait de ce pays l'un des principaux maillons faibles de la chaîne des pays dépendants. Le pays est né sur le tas, dans le cadre de la première crise générale du capitalisme. Il a été relativement « gelé » avec l'affrontement des superpuissances américaine et soviétique. Mais une fois le cadre général remis en cause par la seconde crise générale du capitalisme, il repart en roue libre.

Le kémalisme

Le kémalisme naît comme réponse bourgeoise nationale à la tentative de partage impérialiste du pays. C'est ce qui explique son nationalisme ultra, son insistance sur la primauté absolue de l'État central et sur les nécessités de moderniser le pays. Les premiers succès militaires de Mustafa Kemal et le développement de la première crise générale du capitalisme aboutirent à un compromis et le kémalisme instaura un régime avec la reconnaissance des impérialistes, en échange d'une importante pénétration de ceux-ci dans le pays.

La Turquie est alors un pays comme bloqué. La bourgeoisie a commencé sa guerre d'indépendance mais s'est vendue dès le départ, en alliance avec les grands propriétaires terriens afin d'asseoir le nouveau régime. La bourgeoisie nationale authentique, arrivée trop tard historiquement (et en partie non-turque et notamment arménienne), s'est effacée devant une bourgeoisie « turquifiée » vendue à l'impérialisme .

TARİHİ YARGILIYORSUNUZ — 1243 sanıklı İstanbul Dev-Sol davasının 1 numaralı sanığı Dursun Karataş, dün Metris Baştabya'daki 2 nolu askeri mahkemede, 46 arkadaşı adına ortak savunmasını okumaya başladı. Karataş 7 yıldır gerek cezaevlerinde gerekse mahkeme duruşmaları sırasında yoğun baskı ve işkence görcüklerini, savunma haklarının sürekli olarak kısıtlandığını söyleyerek, "Savunmanın suç sayıldığı başka bir ülke daha gösterebilir misiniz?" diye sordu. (Fotoğraf: Ali Tevfik Berber)

Dev-Sol'da 7 yıl sonra savunma

67'si tutuklu ve 180'i hakkında idam cezası istenen İstanbul Devrimci Sol davasında 46 arkadaşı adına ortak savunma okumaya başlayan, davanın 1 numaralı sanığı Dursun Karataş, suçlarının "emeği en yüce değer saymak" olduğunu söyledi. Karataş, 7 yıldır sürmekte olan davada tarihin yargılanmak istendiğini ileri sürdü.

1. Ordu Komutanlığı 2. Nolu Askeri Mahkemesi'nde yapılan duruşmada sanık Karataş, geçen günlerde Metris Cezaevi'nden Sağmalcılar Cezaevi'ne nakilleri sırasında cezaevi yöneticileri ve jandarmadan baskı ve işkence gördüklerini söyleyerek bu iddialarla ilgili olarak cezaevi yöneticileri için suç duyurusunda bulundu. **10. Sayfada**

Tout au long des années 1920, la Turquie connaît alors un terrible déficit commercial, alors que le capital des pays impérialistes s'approprie des entreprises ferroviaires, des mines, des industries, des commerces, des banques. En 1924, l'Allemagne possédait déjà 2352 des 4086 km de voies ferrées ; en 1937, 42 % des exportations et 36,5 % des importations sont avec l'Allemagne. La Turquie soutiendra d'ailleurs indirectement l'Allemagne nazie, maintenant ses échanges économiques massifs jusqu'à la toute fin de la guerre.

Cela se situait dans le prolongement d'une pression toujours plus grande sur les masses. De très nombreuses grèves avaient été réprimées dans le sang par le régime, alors qu'en janvier 1921 avait déjà été liquidée physiquement la direction du Parti Communiste de Turquie.

À partir de 1931 la police avait toute latitude pour les arrestations ; en 1934 le parlement donne à Mustafa Kemal le nom d'Atatürk, « le père des Turcs ». En 1936 furent supprimés les jours fériés et l'interdiction du travail des enfants, avec même une loi sur le travail repris de l'Italie fasciste ; en 1931 la presse fut contrôlée et en 1939 toute organisation chapeautée par l'État ; en 1943 les produits agraires furent taxés de 12 %, frappant durement les petits paysans, etc.

Le changement de tutelle après 1945

Le CHP, Parti républicain du peuple, qui avait été pro-Allemagne nazie, perdit la main après la seconde guerre mondiale au profit du DP, le parti démocratique, qui était pro-américain. La Turquie « bénéficia » du plan Marshall et d'un soutien militaire massif, les entreprises des pays capitalistes investirent en Turquie de manière approfondie, ce pays basculant dans l'OTAN en 1952 et en 1955 dans ce qui sera appelé le CENTO, faisant de ce pays une forteresse pro-impérialiste aux frontières avec l'URSS. C'est alors l'armée qui est passée aux commandes, commençant à mettre en place un complexe militaro-industriel.

C'est ainsi elle qui renverse le gouvernement du DP en 1960, qui avait été incapable de stabiliser le régime malgré sa démagogie pro-religieuse et nationaliste, aboutissant notamment à l'émeute d'Istanbul de 1955 contre la dernière communauté grecque, avec de nombreux morts et des dégâts très importants contre des bâtiments liés aux Grecs (4348 magasins, un millier de maisons, 110 hôtels, 27 pharmacies, 23 écoles, 21 usines, 73 églises, 2 monastères, une synagogue…). Cela provoqua l'exode de plus de 100 000 Grecs.

Le DP devenu AP (Parti de la justice) reprit le pouvoir quelques années après, accompagnant la transformation de la Turquie en une base productive pour les pays impérialistes, le déficit commercial de 1960 à 1972 étant d'entre 113 et 677 millions de dollars selon les années. La Turquie dépend alors très largement des États-Unis et de l'Allemagne de l'Ouest, puis de la France, du Japon, de la Grande-Bretagne, de la Suisse, de l'Italie, des Pays-Bas, de la Belgique.

Le social-impérialisme soviétique fut également toujours plus présent, fournissant entre 1966 et 1979 2,7 milliards de dollars de crédit, soit plus que les États-Unis entre 1930 et 1974. L'instabilité continua cependant au point que l'armée intervint de nouveau, pour un second coup d'État, en 1971.

Les années 1970 et la systématisation de l'ultra-violence

En 1970, le régime turc était à l'agonie. Le quart du budget du pays passait à l'armée, contre seulement 4,7 % pour le développement de l'agriculture où vivait 65 % des habitants en 1970, et 3,8 % pour la santé. En 1970, plus du tiers des habitants des villes habitaient dans des bidonvilles (les « gecekondus », bâtiment construits en une nuit) ; plus de la moitié de la population est analphabète. 55 % des enfants meurent avant d'atteindre 18 ans. L'émigration devint massive vers l'Allemagne de l'Ouest, mais aussi l'Autriche, la Suisse.

This poster calls the people to join the TKP/ML army, called TIKKO (Turkish Workers' and Peasants' Liberation Army), in order to maintain the guerrilla war.

Dans ce contexte misérable, marqué par des révoltes alors que l'impérialisme s'installa toujours plus largement, que les grands propriétaires terriens écrasaient les paysans, l'armée bascula alors dans l'écrasement. Le coup d'État de 1971 ouvrit une séquence qui allait s'étendre jusqu'à la fin des années 1990, avec une systématisation de l'ultra-violence. Face à la crise ininterrompue, l'armée prit les commandes en tant que tel et généralisa les

arrestations, les meurtres, la torture, les interventions violentes, légales comme clandestines, directes ou par l'intermédiaire de réseaux nationalistes mafieux. Ceux-ci agirent notamment de manière marquante avec leur massacre, en décembre 1978, dans la ville de Kahramanmaraş, d'un millier de militants de gauche, jusque leurs familles.

Le premier mai 1977 avait déjà été marqué par des tirs contre la foule, faisant des dizaines et des dizaines de tués, alors que manifestaient 600 000 personnes. Les services secrets, le MIT, développaient directement des stratégies avec l'impérialisme US, pour contrer la multitude d'organisations révolutionnaires issues des trois premières initiatives du début des années 1970, la THKO, le THKP/C, le TKP/M-TIKKO, qui développaient la lutte armée. Les affrontements se généralisaient, avec une dizaine de morts par jour, plus de 5 000 au total, dont plus de 2000 militants des organisations révolutionnaires.

Alors que l'économie était à deux doigts de l'effondrement, l'armée prit alors l'initiative de mener un nouveau coup d'État, en décembre 1980, arrêtant 650 000 personnes, plaçant 1,6 million de personnes sur des listes noires, etc.

Des années 1980 à l'affirmation expansionniste ouverte

L'armée géra directement le pays de 1980 à 1983 et les organisations révolutionnaires ne furent pas en mesure de se réorganiser avant 1987, atteignant ensuite un haut niveau de combativité durant les années 1990. Les organisations révolutionnaires qui eurent alors le plus de succès furent le DHKP/C (guévariste), le MLKP (hoxhaiste), ainsi que relativement le TKP(ML) et le TKP/ML (tous deux maoïstes). Elles se sont toutefois enlisées, alors qu'inversement le PKK connaissait un succès toujours plus grand dans les masses kurdes, atteignant une grande ampleur et réussissant clairement à soumettre les organisations révolutionnaires par rapport à son propre agenda, sauf le DHKP/C.

L'échec des organisations révolutionnaires à faire basculer les choses dans les années 1990 a comme pendant le succès de Recep Tayyip Erdoğan. Celui-ci a été élu maire d'Istanbul en 1994, premier ministre de 2003 à 2014, année où il est devenu président de la République. Sa domination politique correspond à tout un changement dans la réalité turque. Islamiste,

Recep Tayyip Erdoğan prônait une réactivation de l'idéologie islamique-ottomane, et non plus simplement un républicanisme « turc ». Il était en phase avec une haute bourgeoisie cherchant l'expansion.

L'erreur des organisations révolutionnaires de Turquie a ainsi été très simple. Toutes ont considéré que la Turquie était entièrement soumise à l'impérialisme américain par l'intermédiaire de l'armée. Or, l'arrivée de Recep Tayyip Erdoğan au pouvoir correspond à l'arrivée d'une nouvelle faction au pouvoir.

On en a la preuve avec le procès de centaines de personnes à la fin des années 2000, accusées de faire partie du réseau Ergenekon composé de militaires et de membres des services secrets. C'était là la décapitation de l'appareil d'État kémaliste. La réponse américaine fut notamment la tentative de coup d'État en 2016 par l'intermédiaire de la congrégation islamique Gülen, qui a échoué.

Mais le nouveau régime a réussi à se mettre en place. Il dépasse le nationalisme kémaliste né de la première crise générale du capitalisme pour y ajouter et placer comme aspect principal les visées néo-ottomanes.

La question du PKK et la Rojava

L'affirmation expansionniste de la Turquie ne pouvait concrètement pas être suivie par les Kurdes, ce qui explique que le PKK a été le seul mouvement capable de tenir face à la déferlante nationaliste-islamique, puisque les organisations révolutionnaires avaient fait l'erreur de croire qu'il y aurait un statu quo dans le suivisme des États-Unis.

Le PKK, Parti des Travailleurs du Kurdistan, est historiquement un mouvement très incohérent ; né sur une base communiste, il a néanmoins immédiatement cherché l'affrontement militaire, à la fin des années 1970, avec les organisations révolutionnaires de Turquie, et il a souvent été adepte du coup de force contre elles, jusqu'à aujourd'hui. Le PKK ne tolère aucune concurrence.

Inversement, il peut par moment exprimer un véritable internationalisme et une grande sympathie pour celles-ci, de par une convergence naturelle, notamment de sa base. De plus, le PKK exprime une bataille démocratique des masses kurdes et cela produit une abnégation par

moments, un combat démocratique d'une grande profondeur. Il est également d'autant plus difficile d'appréhender le PKK de par le fait que les Kurdes sont historiquement divisés territorialement dans plusieurs pays (Turquie, Iran, Irak, Syrie).

En tout cas, afin de subsister politiquement et surtout militairement lors de l'existence de branches armées, toutes les organisations révolutionnaires de Turquie, à l'exception du DHKP/C, se sont alors mises littéralement à la remorque du PKK. Cela est vrai dès juin 1998 avec la *Plate-forme des forces révolutionnaires unies* (BDGP), regroupant le PKK, le TKP(ML), le MLKP, le TKP/ML, le TDP, le DHP, le TKP-Kıvılcım. Et cela prendra une ampleur encore plus grande lorsque dans la guerre civile syrienne, les forces kurdes établissant une zone indépendante, la *Rojava,* amenant en Turquie et au Rojava la mise en place du *Mouvement révolutionnaire uni des peuples* (HBDH), avec le PKK, le TKEP/L, le TKP/ML, le MKP, TIKB, le DKP, le MLKP, le THKP-C/MLSPB, le DK.

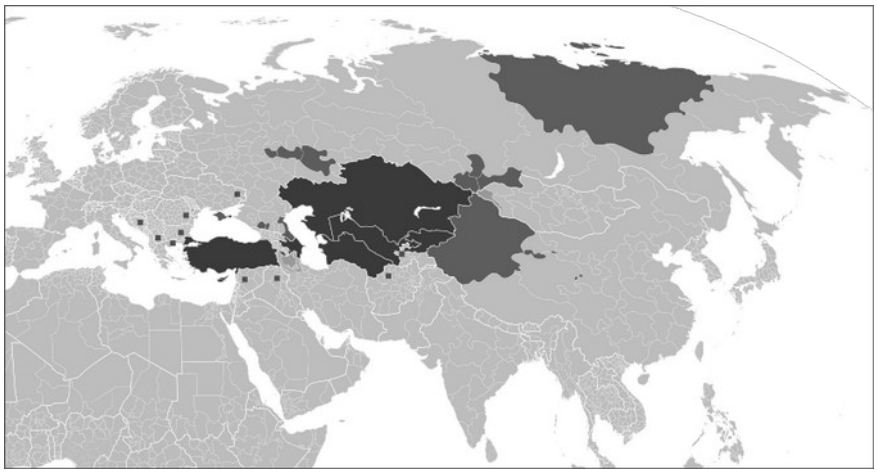
Est-ce là un choix adéquat contre la Turquie expansionniste ? En fait, à l'arrière-plan, il y a la question de savoir si la Turquie existe réellement et si la révolution se définit dans son cadre, ou bien si elle doit disparaître au profit d'un cadre régional de dimension proche-orientale. Il va de soi que le PKK pousse en ce dernier sens, de par son agenda national se définissant sur plusieurs pays, alors qu'inversement il y a une lecture considérant qu'un cadre national est toujours spécifique, à l'instar du DHKP/C et du TKP/ML (ce dernier s'étant retiré du HBDH précisément au sujet de cette question).

La fuite en avant panturquiste de la Turquie

Les organisations révolutionnaires furent ainsi dépassées par cette émergence d'une Turquie ouvertement agressive ; à leurs yeux, cela n'était pas concevable. Pourquoi les organisations révolutionnaires de Turquie ont-elles fait cette erreur ? En fait, elles n'ont pas vu que la Turquie partait en roue libre. En 1974, la Turquie avait déjà occupé une partie de Chypre, affirmant son expansionnisme qui ensuite, avec l'effondrement du social-impérialisme soviétique, s'est d'autant plus exprimé. Il existe en effet de très nombreux peuples dans le monde qui relèvent de l'histoire turque, avec son langage et sa culture : les Ouzbeks, les Ouïgours en Chine, les Azéris, les Kazaks, les Kirghizes, de nombreux peuples de Russie tels les Iakoutes ou les Tatars, les Turkmènes, etc.

Beaucoup de ces peuples vivaient en URSS et l'impérialisme américain a massivement appuyé le panturquisme afin de contribuer à déstabiliser son concurrent. La Turquie actuelle prolonge en fait, en roue libre, cette démarche, qui est un fanatisme culturalo-racialiste. Ainsi, une

partie importante des gens d'origine turque en Allemagne, en Autriche, en Belgique, en France, en Suisse… refuse toute assimilation, se définissant comme « Turcs », ne se mariant qu'entre Turcs, etc. Le panturquisme vise à l'union des Turcs et ce jusqu'en Chine et en Sibérie.



Pays et régions autonomes où une langue turque est majoritaire ou a un statut officiel

Il y avait là un espace pour que la haute bourgeoisie turque, disposant d'une armée massive issue de la guerre froide, ultra-agressive de par les fondements de la Turquie « moderne », se précipite dans une orientation expansionniste. Ces ambitions démesurées ont littéralement porté une nouvelle vague politique en Turquie, dont

Recep Tayyip Erdoğan est l'expression directe. La dimension musulmane est toutefois également extrêmement importante ici, car le panturquisme, déjà largement présent dans le kémalisme, s'est couplé aux Frères musulmans, dont le Qatar et la Turquie sont les bastions.

La fuite en avant ottomane de la Turquie et le Qatar

Il n'y a pas d'Islam (sunnite) sans calife et c'est l'empire ottoman qui pendant plusieurs siècles a joué le rôle du califat. Son effondrement en 1918 a provoqué la naissance de l'islamisme comme mouvement visant à la reconstitution d'un califat. Lancé dans ses velléités expansionnistes, la Turquie a réactivé l'idéologie de l'empire ottoman, se proposant comme « protectrice » de l'Islam. Cela l'amène à avoir une influence très importante en Albanie et en Bosnie-Herzégovine.

Cette ligne islamique néo-ottomane est évidemment en conflit avec les prétentions de l'Arabie saoudite à se proposer comme modèle et gardienne de la Mecque. Les « wahabites » saoudiens sont ainsi en conflit ouvert avec la Turquie qui se fonde sur l'idéologie des frères musulmans, dont le bastion est le Qatar. Le « printemps arabe », où la chaîne qatarie Al-Jazeerah a joué un grand rôle, a en fait été une série de révoltes pro-frères musulmans, notamment en Égypte.

Le Qatar a très peu d'investissements en Turquie, mais très ciblée, épaulant celle-ci lorsque ses dettes sont trop importantes, faisant en 2008 l'acquisition pour plus d'un

milliard de dollars du second groupe de médias (dirigé entre 2007 et 2013 par le gendre de Recep Tayyip Erdoğan), achetant pour 1,4 milliards de dollars le plus grand satellite de télévision turque, rentrant à 49 % dans une production de véhicules militaires avec même un représentant militaire qatarie membre de la direction.

La Turquie et la double dynamique de sa fuite en avant

La Turquie est dans un double système idéologique : d'un côté, en tant que « prolongement » de l'empire ottoman, il se prétend le cœur de l'Islam, ce qui justifie son hégémonie ; de l'autre, il y a un discours racialiste non religieux. Ce bricolage a comme base des velléités expansionnistes, mais en même temps il ne peut tenir que par les velléités expansionnistes.

On peut dire que, depuis le départ, la Turquie est le maillon faible de la chaîne des pays dépendants, parce qu'elle est née dans un bricolage issu de la première crise générale du capitalisme, qu'elle s'est maintenue artificiellement dans le cadre de la guerre froide et qu'avec la seconde crise générale du capitalisme sa fuite en avant se transformer littéralement en détonateur.

La bourgeoisie nationale qui a immédiatement joué le rôle de bourgeoisie bureaucratique à l'indépendance, en alliance avec les grands propriétaires terriens, a profité de son importance durant la guerre froide pour asseoir ses bases et prolonger sa fuite en avant au moyen d'une perspective néo-ottomane correspondant à son agressivité redoublée alors que la seconde crise générale du capitalisme s'affirme.

La Turquie est ainsi toujours en crise depuis 1923 et elle bascule, selon la nature de la crise générale au niveau mondial, dans telle ou telle agressivité. Elle se perd elle-même, comme le reflète le fanatisme et l'irrationalisme religieux.

Les tourments de l'histoire turque seront ainsi au cœur de la seconde crise générale du capitalisme. Des bouleversements de grande ampleur sont inévitables. La Turquie va connaître une période intense de crise durant les années 2020 et sera l'un des pays au cœur de la question révolutionnaire au niveau mondial. ■

Brigades Rouges: Crise, guerre impérialiste et guerre de classe (1980)

[Il s'agit du 7e point du chapitre intitulé "Sur la crise" du livre "l'Abeille et le Communiste" écrit par le collectif des prisonniers des BR, en décembre 1980.]

Une des thèses fondamentales soutenues dans la « résolution stratégique » de février 1978 est la suivante : « Le moyen par lequel l'impérialisme a toujours historiquement résolu ses crises périodiques de surproduction est la guerre. »

En effet la guerre permet avant tout aux puissances impérialistes victorieuses d'élargir leur base productive aux dépens des vaincus.

Mais surtout, qui dit guerre dit destruction de capitaux, de marchandises, de force de travail et donc la possibilité d'une reprise du cycle économique pour une période de temps assez longue. Dans cette phase, le drame récurrent de la production capitaliste se présente de nouveau à l'impérialisme : étendre sa zone d'influence pour pouvoir élargir sa base productive.

En effet, rester plus longtemps « confiné » dans l'aire occidentale, signifie pour l'impérialisme accumuler des contradictions toujours plus déchirantes : la concentration des capitaux croît de façon accélérée, le taux de profit atteint des valeurs très basses ; la base productive se restreint de plus en plus, le chômage augmente de façon inquiétante.

A de brefs et apparents moments de reprise succèdent immanquablement des phases de récession toujours plus graves et ainsi se détermine, de fait, un processus de crise permanente (ces dernières années le démontrent amplement).

La nécessité toujours plus impérative d'élargir sa zone d'influence se pose donc à l'impérialisme. Mais cet élargissement ne peut se réaliser qu'aux dépens du social-impérialisme (l'URSS et les pays du pacte de Varsovie) et conduit donc de façon inévitable à l'affrontement USA-URSS.

Dans cette phase où la crise, par le niveau de gravité qu'elle a atteint, jette le système impérialiste dans une situation extrêmement critique, la tendance à la guerre revêt un caractère central, aussi bien pour le devenir des contradictions inter- impérialistes que pour l'approfondissement des contradictions de classe.

Les forces révolutionnaires doivent donc être capables de placer leur pratique à l'intérieur de cette perspective.

Il faut avant tout, tirer au clair cette illusion passée et présente au sein du mouvement révolutionnaire international qui considère le « camp socialiste » comme la ligne arrière des armées révolutionnaires surgissant dans la métropole impérialiste et qui subordonne de fait la stratégie de ces dernières à la stratégie mondiale du « camp socialiste ».

C'est un fait que le mythique « camp socialiste » tire (depuis de nombreuses années) ses racines matérielles d'une réalité qui n'a rien de socialiste : le capitalisme d'Etat soviétique et ses alliés, dans leur phase social-impérialiste.

Une position stratégique de ce genre, par ailleurs, est certainement possible et même praticable ; de plus, il ne faut pas négliger le fait que certains secteurs révisionnistes dans notre pays restent, plus ou moins clandestinement, liés à celle-ci.

Mais, ceci dit, il n'en reste pas moins qu'il ne s'agit plus là de révolution communiste. Nous voulons être très explicites sur ce point : impérialisme et social-impérialisme sont deux variantes spécifiques du mode de production

capitaliste dans cette phase : capitalisme privé et capitalisme d'Etat.

Ils forment un système impérialiste, où se trouve à la fois unité et contradiction : unité dans le mode de production capitaliste, contradiction entre ses formes d'existence géographiquement et historiquement déterminées.

Si donc les forces révolutionnaires peuvent et doivent mettre à profit les espaces ouverts par le devenir de la lutte inter- impérialiste et de la contradiction entre impérialisme et social-impérialisme, cela ne doit en aucun cas se traduire par une quelconque forme de collusion avec l'un pour combattre l'autre.

Ces deniers temps, on peut déjà déceler les premiers positionnements pour la troisième guerre mondiale inter-impérialiste. Qu'est-ce d'autre, en effet, que les aventure africaines de Moscou, de Paris (plus discrètes mais non moins efficaces) et l'appui occidental renouvelé à l'Afrique du Sud raciste ?

Et la concentration massive d'armes et de troupes dans tout le Moyen-Orient ; depuis l'invasion soviétique en Afghanistan, jusqu'au soutien américain croissant au sionisme et au fantoche Sadate et à l'envoi de troupes dans toute la péninsule arabe !?

Et l'accroissement de la tension en Extrême-Orient, depuis l'invasion du Cambodge jusqu'à la suspension du retrait américain en Corée du Sud !? Et la préparation de corps spéciaux d'invasion, aux USA, en France et ailleurs !? Et le réarmement vertigineux en Europe, à l'Est comme à l'Ouest !? Et les menaces d'invasion explicites, proférées par le ministre de la guerre des USA, avec l'incursion ratée en Iran !?

Il n'y a qu'une conclusion : le processus de la troisième guerre mondiale a déjà commencé.

La tâche des communistes est donc de se placer dans cette perspective.

La précipitation de la crise accélérant encore cette dynamique, nous devons poser rapidement de problème aussi, au centre de notre attention, de notre analyse, de notre intervention.

Il faut cependant faire très attention de ne pas tomber dans le catastrophisme ni dans l'immédiatisme. Il est nécessaire d'approfondir l'analyse marxiste de la réalité.

Toutes les guerres présentent des caractéristiques fondamentales qui dépendent : - du type de contradictions qui les déterminent ; - du niveau atteint par les forces productives ; - des forces en jeu.

Éclaircissons tout de suite un point : ce qui caractérise la phase actuelle par rapport au conflit 39-45 n'est pas tant la puissance des moyens de destruction que l'extension désormais mondiale de la guerre de classe, la présence de la guérilla communiste, et l'existence de conditions favorables à son développement dans toutes les parties du monde et en particulier dans les métropoles.

Ceci a une importance décisive : en effet pendant la seconde Guerre Mondiale aussi, la capacité destructive était énorme. Les gaz toxiques et les armes bactériologiques (diffusion artificielle de maladies très graves) étaient déjà très au point.

Mais à quelques exceptions sporadiques près à la fin du conflit, elle ne furent pratiquement pas utilisées. Même les deux bombes atomiques lâchées par les américains sur le Japon doivent être considérées comme le coup d'envoi, sans risque, de la guerre froide avec l'URSS, plutôt que comme la fin de la seconde Guerre Mondiale.

Et ceci, naturellement, non par la bonté d'âme des diverses bourgeoisies en lutte, mais parce que cela aurait signifié le déplacement des termes de l'affrontement sur le terrain de l'anéantissement généralisé qui les aurait impliqué inévitablement, au lieu de permettre la redéfinition des rapports de force entre elles par la destruction de prolétaires et de moyens de production en quantité, favorisant ainsi la reprise ultérieure du cycle de l'accumulation capitaliste.

Ainsi aujourd'hui, les accords entre grandes puissances sur l'utilisation des armes nucléaires, en particulier les armes orbitales (contre lesquelles pratiquement aucune contre-

mesure n'est possible) répondent à cette exigence de maintenir la contradiction dans ses termes réels : une confrontation- affrontement pour la redéfinition permanente des sphères respectives d'influence, en évitant cependant le risque d'anéantissement réciproque et de destruction totale.

Évidemment, par le fait même que de tels moyens de destruction existent, on ne peut exclure absolument ce risque, mais aucune classe n'a de penchant réel pour le suicide. La bourgeoisie non plus ; même si, pour exorciser ses peurs, il lui arrive de les mettre en scène au cinéma et dans les livres de politique-fiction.

C'est dans ce contexte, qui n'a pas changé de façon substantielle ces quarante dernières années, que s'insère un élément qualitativement nouveau : la guerre de classe à l'échelle mondiale. L'impérialisme a commencé à s'embourber dans les sables mouvants de la défaite.

Tous ses mouvements, toutes ses expéditions, toutes ses manœuvres répressives se retournent contre lui, l'enfoncent toujours plus, lui ouvrent de nouvelles contradictions. Tout cela réduit progressivement sa capacité de mouvement et diminue son pouvoir d'intimidation même sur les pays et les peuples les plus petits, comme le Nicaragua.

Il y a 40 ans, sur le front intérieur, la plupart des pays, en particulier les plus puissants, étaient complètement pacifiés, et dans les autres, les forces prolétariennes se trouvaient sous la direction d'une fraction de la bourgeoisie contre une autre.

Aujourd'hui le font intérieur est l'objet d'inquiétudes dans les congrès internationaux et la guerre de classe enlève à la bourgeoisie impérialiste, jour après jour, son sommeil et sa vie.

Nous sommes arrivés au point où le risque d'une « insurrection du pétrole » est passé si près des USA que Carter a pris le risque de couler l'économie de ses alliés (avec les subventions aux importations de pétrole brut), à seule fin d'éloigner, même un peu, ce spectre.

Mais c'est justement la puissante reprise du mouvement prolétarien dans les métropoles ces dernières années, qui s'est chargé d'enlever de nombreuses illusions de la tête des bourgeois. La guerre de classe n'avance pas dans la périphérie de leur sphère d'influence, comme en Italie, en Turquie, en Espagne, en Corée du Sud. Mais c'est désormais en son cour même qu'explosent les contradictions.

La Grande-Bretagne, la France, les USA, la Suède, la Suisse et même la très militarisée et très informatisée RFA, sont secouées par des mouvements très durs et incontrôlables.

Des sidérurgistes lorrains aux Noirs de Miami et de Bristol ; des sympathisants de la RAF de Brême ou Berlin aux métallurgistes anglais ; des mineurs et des « chicanos » américains jusqu'aux nouvelles figures du prolétariat, fils des métropoles et de la crise à Zurich comme à Stockholm ; ainsi se constitue partout, maillon après maillon, la chaîne prolétarienne qui entravera, immobilisera, étouffera le monstre impérialiste.

La censure préventive et l'inoculation scientifique de mensonges par les mass-média ne parviendra plus à dissimuler la réalité des avant-gardes armées et des grands mouvements de masse qui convergent, se dialectisent et donnent vie toujours plus souvent à de puissants mouvements de masse tendanciellement armés et s'organisent sur le terrain du pouvoir.

Voilà l'élément nouveau qui conditionnera toujours plus la marche vers la troisième guerre inter-impérialiste. Avec la guerre de classe qui s'étend à l'intérieur de tous les pays, quelle bourgeoisie pourra se permettre d'affronter un conflit prolongé ?

D'engager toutes ses ressources dans une guerre extérieure, d'armer des millions de prolétaires ? Aucune !

Combien d'interventions contre d'autres peuples, sans solution à très court terme et sans la possibilité d'un engagement minimum de forces, pourront résister à l'usure d'une guérilla intérieure et extérieure ? Aucune !

Et en effet, les caractères spécifiques des conflits actuels commencent à se dessiner :

escarmouches, incursions limitées ou temporaires, opérations de corps sur-spécialisés, etc.

L'emploi des soldats du contingent est toujours plus limité, alors que se généralise l'utilisation de troupes de carrière : véritables mercenaires de l'époque moderne. Toutes ces spécificités pourront se modifier avec le temps. Mais ce sera toujours la contradiction principale, celle qui oppose le prolétariat à la bourgeoisie, qui les déterminera.

L'élément décisif du conflit sera toujours la guerre de classe, la force du prolétariat.

Dans cette situation, la tâche des forces révolutionnaires du monde entier, notre tâche, est de mettre ne pratique une fois de plus le mot d'ordre léniniste : « Transformer la guerre impérialiste en guerre de classe ! »

L'Etat italien est désormais prisonnier de cette inexorable logique de guerre. L'Italie, en tant que partie intégrante du front militaire impérialiste dont l'OTAN est le moteur principal, a une importance fondamentale.
Ceci aussi bien par sa place centrale dans l'échiquier méditerranéen que par son rôle de charnière sur le versant Sud-Est de l'Europe occidentale.

Tout le développement du potentiel guerrier italien, dès les premières années de l'après-guerre, s'est effectué sous l'égide de l'OTAN et de sa composante la plus puissante : les USA. L'OTAN, avec sa puissance politico-militaire tentaculaire et pénétrante, est le trait d'union de la politique belliciste de l'impérialisme des multinationales dans l'échiquier stratégique de notre pays.

Fondée sur la base d'un traité en 1949, l'OTAN est une organisation supra-nationale de défense militaire des intérêts économiques et politiques de la structure économique et productive multinationale qui s'est développée dans la zone occidentale de l'Europe au cours de ces années précisément.

Elle se propose d'impulser et de favoriser l'intégration économico-socio-culturelle des nations qui en font partie, sous la domination des pays les plus forts bien sûr.

En particulier, cette armée multinationale de la contre- révolution impérialiste tend à construire et à renforcer un système global de défense qui, autrement, serait dispersé en divers échiquiers géographiques séparés et confiés à de simples forces nationales.

Dans la zone méditerranéenne, l'OTAN a entrepris depuis sa naissance l'édification d'une chaîne défensive englobant les points névralgiques, de l'Espagne à la Turquie. Le rôle joué par l'Italie dans cette chaîne défensive est clair : celui de maillon central et de ligne arrière logistique principale. Plus le processus de développement vers la troisième guerre impérialiste s'accélère, plus le prolétariat italien se trouve confronté aux implications nationales de l'OTAN.

Celle-ci, prise entre la nécessité de préparer la guerre et de maintenir la paix sur ses lignes arrières, a engagé un vaste processus de transformation des différentes armées nationales en de véritables impérialistes d'occupation. En réalité, elles ont déjà assimilé depuis longtemps ces aspects qui les transforment toujours davantage en force agissante « sur le front intérieur » et qui, dans le même temps, les mettent dans l'obligation d'assumer les escarmouches avec les armées du social- impérialisme.

Dans ce cadre, l'Italie se trouve directement impliquée dans le processus de concentration du potentiel dissuasif de l'OTAN. En effet, une série de fonctions intégrées de commandement au niveau européen sont concentrées sur notre territoire (« Afsouth » à Naples, « Comelandeouth » à Vérone) ainsi que d'autres structures directement subordonnées aux USA, comme le « Centre d'Etude et d'Expérimentation » de La Spezia sous le commandement de Norfolk (Virginie, USA).

Sans compter, naturellement, la myriade de bases et de dépôts répartis un peu partout et qui ont une importance stratégique. Il suffit de penser à l'aéroport de Decimomannu (le plus grand et le mieux équipé de tout le secteur), ou à l'île de La Maddalena, base d'appui vitale des sous-marins nucléaires américains.

Ce n'est pas par hasard si maintenant nous devrons être les premiers, avec la Grande-

Bretagne et la RFA à accueillir quelques centaines d'exemplaires des nouveaux missiles américains, devenant ainsi l'objectif privilégié des ripostes, nucléaires ou non, du social-impérialisme.

D'autre part, cette organisation supra-nationale est en train d'uniformiser, de modeler et de diriger les diverses armées nationales selon le projet de construction d'une armée impérialiste unique, capable d'intervenir et d'évoluer dans n'importe quel pays, même éloigné de ses bases naturelles.

En effet, depuis le début des années 70, une restructuration profonde des forces armées italiennes est en cours sur la ligne indiquée et imposée par l'OTAN. Celle-ci organise d'ailleurs depuis longtemps déjà des opérations combinées inter-armées où, aux côtés du potentiel stratégique nucléaire, interviennent des « task force » directement offensives, avec les tactiques de déploiement rapide d'unités spéciales extrêmement mobiles, afin de concentrer la violence terrorisante maximum sur le point faible de l'ennemi.

C'est la tactique expérimentée à Entebbe et Mogadiscio et développée massivement par Israël. Ces unités non traditionnelles constituent l'ossature à partir de laquelle s'effectue la restructuration des armées de l'OTAN. L'armée italienne a récemment démontré sa pleine adhésion à ces exigences bellicistes en commençant à envoyer des hélicoptères au Liban, en tant que contingent de l'ONU chargé de protéger les frontières d'Israël.

Dans le même mouvement, la formation de « task force » à l'intérieur des forces armées italiennes répond à la nécessité de plus en plus urgente pour l'Etat impérialiste de faire face au développement énorme de la guerre de classe dans notre pays. En effet, un nombre croissant de régiments sont transformés en unités spéciales anti-guérilla, composées en majorité d'officiers et de sous-officiers de carrière et de volontaires.

Ces unités sont la structure portante d'une véritable armée de métier et s'ajoutent aux détachements spéciaux de carabiniers qui en constituent le système nerveux.

Les stratèges des commandements militaires eux-mêmes font la propagande de cette évolution dans leurs revues spécialisées : « Il faut constituer le plus grand nombre possible de centres d'entraînement non traditionnels, où le personnel choisi dans la police et dans l'armée devrait recevoir l'entraînement sur-spécialisé dont il a absolument besoin (...). La formation de petites unités entraînées de façon particulière et jouissant d'un haut niveau d'autonomie et de liberté d'action doit être le premier pas dans la bonne direction.

Une fois constituées ces unités spéciales, comment faut-il les utiliser ? Le principe des actions de guérilla réside dans la brièveté et la puissance du coup porté ; la seule réponse valable est donc dans une action du même genre. »

On ne peut pas dire que les impérialistes, quand ils sentent le poids se la force révolutionnaire qui progresse, ne soient pas clairs ! La conclusion est que les forces révolutionnaires doivent en tirer est claire : l'OTAN est synonyme de guerre extérieure et intérieure. C'est dans cette perspective qu'elle réorganise ses armées, les adaptant aux nouvelles conditions de la guerre inter-impérialiste et de la guerre de classe.

Nous devons commencer à saboter cette machine de mort, qui signifie pour le prolétariat métropolitain, contre-révolution préventive à l'intérieur et guerre d'agression à l'extérieur. Nous devons désarticuler, en attaquant ses hommes et ses repères, les lignes militaires restructurées en fonction de la contre-guérilla.

Nous devons développer la plus grande mobilisation politique possible sur le mot d'ordre : l'OTAN c'est la guerre impérialiste et la contre-révolution préventive.

Guerre à l'OTAN, guerre aux corps spéciaux anti-guérilla ! Il faut, sur ce mot d'ordre, construire l'unité internationaliste de tous les peuples et de toutes les forces révolutionnaires qui combattent l'impérialisme ! ■

Sommaire des numéros de Crise 1 - 6

1 – mai 2020

■ La seconde crise générale du capitalisme

■ Quelques données éparses sur la crise jusqu'à la mi-mai 2020

■ La crise générale du capitalisme et le sursaut de la civilisation

■ Crise du capitalisme et intensification de la productivité : le rôle des animaux dans la chute tendancielle du taux de profit

■ Karl Marx et la crise de surproduction

■ Remarques sur la surproduction de capital et la surproduction de marchandises

■ L'erreur d'Eugen Varga

■ L'erreur de Paul Boccara

■ A propos de la crise capitaliste en cours

2 – juin 2020

■ Le concept de décadence pour saisir la substance de la crise générale du mode de production capitaliste

■ Le rôle déterminant de la sur-alimentation pour le contournement des crises de surproduction de marchandises alimentaires et de capitaux liés à l'agro-industrie

■ Les crédits garantis en masse par les États pour les entreprises, une contribution forcenée à la surproduction

■ Pourquoi l'opinion publique française n'a-t-elle pas saisi immédiatement l'ampleur de la crise ?

■ La vague de faillites et de licenciements attendue à partir de septembre en France

■ La Belgique, particulièrement touchée par la crise du covid-19

■ L'affrontement sino-américain au cœur de la crise

■ L'affrontement Chine – États-Unis, au cœur de la bataille pour le repartage du monde

■ L'antisémitisme qui va surgir en France de la seconde crise générale du capitalisme

■ Sur la crise générale du capitalisme [1995]

3 – juin 2020

■ La crise générale du capitalisme n'a ni « avant » ni « après », ni « cause » ni « conséquence »

■ Crise générale et guerre impérialiste : le chef d'état-major de l'armée de terre française annonce les conflits militaires ouverts pour 2030

■ Qu'est-ce que la crise générale du capitalisme ? □ Le concept de crise □ La première crise générale du capitalisme définie par l'Internationale Communiste □ La conception erronée d'un capitalisme organisé □ L'approfondissement du capitalisme au-delà de la première crise □ La découverte de la modernisation du capitalisme □ La seconde crise générale du capitalisme □ La révolution mondiale comme réponse

■ La violence armée à Dijon de juin 2020, déchéance de la révolte de 2005, expression de la crise générale de l'armée de réserve industrielle

4 – juillet 2020

■ 10 critères + 3 pour caractériser la crise générale du mode de production capitaliste

■ Comment interpréter l'effondrement du PIB français ?

■ La crise générale du mode de production capitaliste n'est pas « économique »

■ La seconde crise générale du capitalisme dans l'automobile française

■ Les évènements à Dijon nécessitent de comprendre l'armée de réserve et le cannibalisme social

■ Cannibalisme social : Exarcheia juillet 2016

■ Ce qui se passe dans le monde capitaliste en 1934

■ Problèmes de la formation des monopoles et théorie du « capitalisme organisé »

5 – août 2020

■ Pourquoi les capitalistes pensent-ils que la crise générale du capitalisme n'est qu'une récession ?

■ La politique monétaire de la Banque centrale européenne comme produit mécanique de la crise de surproduction de capital

■ Les «théories» social-démocrates de l'impérialisme [et de la crise, 1936]

■ Le processus des faillites d'entreprises avec la crise

■ Notes sur les mesures de soutiens aux entreprises par l'État français

■ La seconde crise générale du capitalisme et le concept de « cycle » : la question de la négation de la négation

6 – septembre 2020

■ La crise et la généralisation du capitalisme à crédit

■ La crise et les deux restructurations du capitalisme

■ La crise du Covid-19, un aspect urbain de la Biosphère

■ La crise générale du capitalisme (1950)

■ La forme de la seconde crise générale du capitalisme

Extrait de la déclaration du premier mai 2020 du Centre Marxiste-Léniniste-Maoïste de Belgique et du Parti Communiste de France (marxiste-léniniste-maoïste)

« Nous affirmons, en ce premier mai 2020, que le mode de production capitaliste est un obstacle complet au développement de l'humanité et à la valorisation de la vie elle-même. Tous les États qui sont au service du mode de production capitaliste doivent être renversés, afin que l'humanité soit en mesure d'établir des rapports socialistes, dialectiques et non destructeurs, avec tout ce qui forme la Biosphère planétaire !

Au sens strict, cette problématique est déjà apparue de manière parfaitement lisible avec le changement climatique. On la retrouve même auparavant avec la question animale parallèlement au développement des élevages industriels et de l'expérimentation animale généralisée. C'est également la base de l'agression contre la condition humaine elle-même, puisque les êtres humains sont aliénés et exploités, soumis à des pressions psychologiques et physiologiques les déformant dans le sens de l'utilité capitaliste.

Si le mode de production capitaliste a développé les forces productives, ce qui a été son rôle historiquement positif, il est passé désormais dans le camp de la destruction. Il démolit ce que l'évolution de la vie a mis un temps immense à développer, il déforme chaque chose afin de l'intégrer dans ses propres modalités.

Il démolit l'humanité, il démolit la vie animale, il démolit la vie végétale, il démolit la Biosphère. Il prône la fuite dans le virtuel, dans l'ego consommateur et futile, dans le cynisme et l'égoïsme, dans les abstractions sans plus aucun lien avec le réel. Il produit la décadence.

Le souci est en effet que, en même temps que son aspect négatif, c'est le mode de production capitaliste qui assure la reproduction de la vie de l'humanité et cette dernière est donc prisonnière de lui sur le plan des valeurs, des mentalités, de la vision du monde.

La bataille culturelle contre les valeurs portées par le mode de production capitaliste est pour cette raison essentielle.

Dans les métropoles impérialistes, là où triomphe le 24 heures sur 24 du capitalisme, il faut un esprit de rupture à la hauteur, une capacité à être conséquent jusqu'au bout dans l'affirmation du communisme. Nous soulignons le poids croissant de la subjectivité dans les métropoles impérialistes et rappelons que la conscience révolutionnaire n'émerge jamais mécaniquement, mais comme fracture avec les valeurs dominantes. »